

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
POLITIQUE FINANCIÈRE
DE
NICOLAS DESMARETZ

Contrôleur Général des Finances (1708 - 1715)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Samedi 28 Mai 1927, à 2 heures

PAR

RENÉ DUMAS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

JURY :

Président : M. Olivier MARTIN, Professeur
Suffragants { M. Ernest PERROT, Professeur
 { M. PIROU.

PARIS

—
1927

THÈSE POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA
POLITIQUE FINANCIÈRE
DE
NICOLAS DESMARETZ

Contrôleur Général des Finances (1708 - 1715)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le Samedi 28 Mai 1927, à 2 heures

PAR

RENÉ DUMAS

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

JURY :

Président : M. Olivier MARTIN, Professeur
Suffragants { M. Ernest PERROT, Professeur
 { M. PIROU.

PARIS

1927

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

L'immense champ d'études qu'offrent au chercheur les Finances de l'Ancien Régime est loin d'être épuisé.

Il n'est pas semble-t-il d'activité plus attachante à suivre que celle du Contrôle Général des Finances, ce vaste organisme central qui prépara les voies à l'administration financière républicaine, cette clef de voûte de l'ancien édifice monarchique.

Les plus illustres d'entre ses dirigeants, depuis la chute du Surintendant Fouquet jusqu'à la Révolution, depuis Colbert jusqu'à Necker, en passant par Law, Machault d'Arnouville, Turgot, ont fait l'objet de publications notoires, et qui marquent comme les principales étapes d'un effort continu, et admirable quoique malheureux.

Mais il manque des chaînons à cette chaîne : La fin du règne de Louis XIV, de nombreuses années du règne de Louis XV, attendent encore, au point de vue financier, leurs monographies. Qui remémorera à leurs successeurs de la Troisième République les quinze Contrôleurs Généraux du roi Louis XV ?

En ce qui concerne la fin du règne de Louis XIV, M.

A. de Boislisle a tracé le chemin : il a publié dans les Documents inédits sur l'Histoire de France, la correspondance des Contrôleurs Généraux avec les Intendants des Provinces, de 1683 à 1715. On y trouve saisi sur le vif, dans toute la saveur intacte de l'évènement quotidien, et parmi les discussions courtoises des hauts fonctionnaires nos aïeux, l'essentiel de la politique suivie par les successeurs de Colbert : Le Pelletier, Pontchartrain, Chamillart et Desmaretz.

Nous avons pensé qu'un essai, enrichi de tels documents puisés aux sources directes, pourrait éclairer d'une lumière fidèle une de ces figures.

Nous avons choisi Desmaretz, la plus représentative des quatre, et qui fut vraiment le trait d'union entre le Colbertisme classique et les innovations de la Régence.

Outre les documents publiés par de Boislisle, et ceux, d'ailleurs moins importants, non publiés, et qu'on a puisés principalement aux Archives Nationales, on a grandement utilisé l'ouvrage précieux du financier du 18^e siècle Forbonnais, « Recherches et Considérations sur les Finances », et, surtout au point de vue anecdotique et biographique, les célèbres mémoires de Saint Simon. A des titres divers, on a enfin tiré enseignement d'autres contemporains, tels Dangeau, Mallet, Montyon, Déon de Beaumont, ou, sur des points plus rapides, de certains auteurs modernes comme, par exemple, Vührer.

On s'est efforcé à mettre en relief celles des difficultés financières du temps qui ont été les moins explorées : Dette Flottante, circulation fiduciaire. On est peut-être

entré quelquefois dans des détails arides. Mais toujours, au cours de ces recherches, on a éprouvé l'intérêt et le charme de revivre un instant l'active noblesse d'une époque déjà si lointaine.

Un peu de ce sentiment est-il passé dans les lignes qu'on va lire ? C'est le vœu que nous formons ici.

CHAPITRE PREMIER

Nicolas Desmaretz - Premières armes - Affaire des pièces de quatre sols - Exil - Collaboration officielle aux affaires - Retour en grâce.

Né le 10 Septembre 1648, Desmaretz était de vigoureuse souche picarde. Son père, trésorier de France à Soissons, qui avait épousé une sœur de Colbert encore inconnu, eut sept enfants, et lui-même en eut dix de son mariage avec la fille de Béchameil surintendant de Monsieur (1).

« C'était un grand homme très bien fait, d'un visage et d'une physionomie agréable »... (2). Tel nous le montrent ses portraits notamment celui de Vallet. (3).

Mais son « air fort reposé » (4) dissimulait un tempérament personnel, ombrageux, facilement irritable et même haineux (5), le tempérament des Colbert. Desmaretz ne pouvait souffrir ses rivaux : Armandonville, qui fut avec

(1) Bibliothèque Nationale Dossiers Bleus (manuscrits).

(2) Saint Simon Edition de Boislisle, T. VII, p. 129 et suiv.

(3) B. N., Estampes.

(4) Saint Simon add. au Journal de Dangeau, T. IX, p. 296.

(5) Montyon " Particularités et observations sur les ministres des finances " p. 80 et suivantes.

lui directeur des finances, sous Chamillart, et dont la « comparaison » lui était « odieuse » (1), eut de fréquentes occasions de s'en apercevoir. Cet abord disgracieux (2), cette humeur difficile joints à des goûts marqués pour la chasse et la bonne chère (3) lui donnaient une allure fruste que Saint Simon s'empressa de rattacher à ses origines plébéiennes (4).

Ce « quelque chose de lourd et de lent » (5) ne gênait pourtant en rien, ne faisait même qu'affirmer la vigueur de l'intelligence, la sagesse, la rectitude d'idées (6) la fécondité de ressources (7) la fermeté des résolutions, le courage infatigable (8) qu'on s'accorde à lui reconnaître.

Saint Simon a porté sur lui des jugements divers, selon qu'il le découvrait plus ou moins favorable au parti des ducs. Quand il le trouve « féroce, intraitable », quand il le traite de « vizir rogue, dur, emporté, brutal, insolent », « d'animal ingrat, bourru » « d'ogre à la conduite dépravée », il saint-simonise, mais quand il le dépeint d'un mot « une tête de fer » (9) il résume mieux que

(1) Saint Simon.

(2) Montyon, loc. cit.

(3) Voir lettres à M. de l'Epine et autres, Boislisle, Correspondance des Contrôleurs Généraux, Tome II n° 829, 871, 896, 1108.

(4) T. VII, p. 127.

Il semble bien en effet que le blason des Desmaretz :

« D'azur à une main d'argent tenant une poignée de fleurs de même »

ne fût pas de tradition ancienne. Le grand père du ministre était Procureur général du roi à Laon. Malgré les efforts des Desmaretz pour établir que la famille, établie à Laon dans la première moitié du XV^e siècle, descendait d'un avocat général au Parlement de Paris, aucune certitude n'est permise au delà du magistrat Laonnais, et il est probable que Saint Simon dit la vérité, à une génération près. Le bisaïeul fut un paysan enrichi.

(5) Saint Simon, T. XVII, p. 236.

(6), (7) Montyon loc. cit.

(8) Montyon, et Déon de Beaumont, " Mémoires pour servir à l'histoire générale des finances ".

(9) Saint Simon add. au Journal de Dangean, 13 Janvier 1700.

personne, il faut le reconnaître, l'homme et le ministre que nous verrons bientôt aux prises avec les pires difficultés.

Il avait été initié de bonne heure à la pratique des affaires. Il étudiait encore la Philosophie au collège des Jésuites, à Reims, quand son oncle l'appela auprès de lui, dans ses bureaux. Avoir Colbert pour maître et, qui plus est, le satisfaire, ce n'était pas pour l'apprenti, un mince avantage. Or, à 16 ans, Desmaretz donnait déjà à son oncle « toute satisfaction » (1).

Et pourtant quelle rude école ! Il fallait être au travail à 7 heures du matin, été comme hiver. Un jour, à Saint-Germain, le jeune homme arriva à 7 heures un quart ; Colbert, sans lui parler, le mena devant la pendule et lui montra l'heure ; Desmaretz s'excusa : « Mon oncle, il y a eu hier un bal au Château qui a duré fort tard ; les suisses n'étaient pas levés et m'ont fait attendre un quart d'heure. — Il n'y avait, répondit Colbert, qu'à vous présenter un quart d'heure plus tôt, vous auriez attendu, et vous vous seriez rendu à l'heure donnée ». (2).

Une pareille discipline, jointe à une telle parenté, devait porter prématurément des fruits. En 1672, Desmaretz était Conseiller au Parlement et siégeait au Conseil des Finances avec voix délibérative ; en 1674 il était maître des requêtes ; en 1678, à 30 ans, Conseiller d'Etat semestre et intendant des finances (3).

(1) Lettre de Colbert citée par Boislisle, éd. de Saint Simon, T. VII, p. 131.

(2) Bresson, Histoire financière de la France T. I, p. 354.

(3) Provisions du 25 Juillet 1678 A. N., 01,22, fol. 134.

Sans doute, il n'était pas encore, et il ne fut jamais « Conseiller du roi en son conseil des Finances » ; et, au point de vue hiérarchique, il n'approchait pas autant le Contrôle Général que les rares titulaires de cette charge ; mais on sait l'importance prépondérante et définitive qu'avait prise la fonction d'intendant des finances sous Louis XIV. Intendant des finances à l'administration centrale, à Paris, Desmaretz siégeait, rapportait, délibérait au Conseil d'Etat et au Conseil privé. Il était un personnage de haut rang. La plus haute fortune semblait-il, lui était promise. N'avait-on pas vu, dans la grande famille rivale, le secrétariat de la guerre passer du père au fils, de Le Tellier à Louvois ?

Une malheureuse affaire allait, pour vingt ans, l'écartier des charges publiques.

Colbert lui avait confié le département des monnaies. Lorsque, en 1674, fut décidé le monnayage, à plus faible titre que les écus en circulation, de pièces d'argent de deux, trois et quatre sols, Desmaretz eut à surveiller les opérations des deux adjudicataires successifs, deux Lyonnais, Lucos, La Live.

Un italien, Bellinzani, un survivant des années Mazarines dont Colbert avait distingué la réelle valeur (il l'avait fait directeur des Compagnies de commerce) lui était adjoint.

Les conventions ne spécifiaient pas exactement le chiffre d'émission ; elles se bornaient seulement à limiter le nombre de « balanciers » à mettre en marche.

Aussi fut-il aisé d'exagérer frauduleusement la fabri-

cation et de détourner des sommes importantes. La fructueuse opération s'ébruita. Une information fut ouverte dès Octobre 1683, officiellement par arrêt royal du 4 Décembre, apparemment sans viser Desmaretz. Mais, au cours du procès, Bellinzani avoua avoir reçu et partagé avec lui une gratification annuelle de 40.000 livres.

Bellinzani et les principaux inculpés, Clautrier, Hindret, industriels, gens d'affaires dont Lucos et La Live n'avaient été que des prête-noms, furent condamnés à restituer plus de 1.500.000 livres. Clautrier et Hindret (Bellinzani étant mort en prison) durent en outre payer des amendes et furent bannis par arrêt de la Cour des Monnaies du 28 Juin 1684 (1).

Desmaretz n'avait pas été inquiété, mais dès le 23 Décembre 1683, dès le début du procès, il dut se retirer dans ses terres et se défaire de ses charges.

« C'est un grand malheur » écrivait-il plus tard à propos de sa disgrâce (2) « d'être réduit à la nécessité de se justifier... » En fait, que pouvait-il arguer pour sa défense ? Que le Trésor donnait l'exemple de profits trop aisément obtenus ? le marc d'argent acquis à 23 livres 15 sols fut en effet livré au public à 30 livres 6 sols, c'est-à-dire avec un bénéfice de près de 7 livres ; les faux monnayeurs et l'étranger avaient, eux aussi, beau jeu pour réaliser des différences considérables

(1) Boislisle, éd. de Saint Simon, T. VII. Appendice : Desmaretz et les pièces de quatre sols.

(2) Mémoire cité par Boislisle, id.

(35 à 40 %) (1) — que la pratique des commissions, des « pots de vins » en ce genre d'affaires était trop habituelle pour être déshonorante ? Colbert n'avait-il pas établi le singulier usage, fidèlement observé jusqu'à la veille de la Révolution (2) d'une gratification de trois cent mille livres lors du renouvellement sexennal du bail de la Ferme ? Desmaretz pouvait prétendre encore, et il n'y a pas manqué (3) que ses ennemis avaient suscité l'affaire. Ils n'étaient pas rares ces procès savamment ouverts pour perdre un adversaire, ces sursauts d'indignation limités à une personne, alors que tant d'autres exactions connues de tous demeuraient impunies. Fouquet aurait-il été poursuivi, aurait-on trouvé des juges pour le condamner sans la haine de Colbert et la jalousie royale ? Et l'évidence de ses concussions lui aliéna-t-elle les sympathies ? Colbert meurt en Septembre 1683, l'enquête judiciaire commence en Octobre. Cette coïncidence permet à Desmaretz de se prétendre victime d'une manœuvre habile : le coup a été monté pour l'écarter du Contrôle des Finances dont la succession lui paraissait assurée.

Et, de fait, le Chancelier Le Tellier, consulté par le roi sur le successeur à donner à Colbert, ne négligea pas, si l'on en croit Montyon (4) de lui porter un de ces coups fourrés dont sa « perfidie pateline » connaissait l'avantage, en disant « qu'il était stylé à l'administration

(1) A. N. G 7, 1391.

(2) Cf. Necker, mémoire sur son administration, 1791.

(3) Mémoire cité par Boislisle, éd. St Simon loc. cit.

(4) Montyon op. cit. loc. cit.

des finances, qu'il aimait l'argent, et n'était pas délicat sur les moyens d'en acquérir, mais que les revenus de l'Etat étaient si considérables que l'abus qui pouvait en être fait pour la formation de la fortune d'un particulier n'était pas d'une grande conséquence. » ... Tandis, qu'à propos de Le Pelletier, son parent, il ne formula que des réserves capables de fixer sur lui le choix de Louis XIV (1).

La manœuvre est manifeste, le rôle de Desmaretz dans l'affaire des pièces de quatre sols ne s'en trouve pas justifié, mais on est en droit de croire que sa disgrâce fut l'œuvre des Le Tellier.

Perdu dans l'esprit du roi, « mangé des mouches » (2) Desmaretz resta plus de deux années relégué dans sa terre de Maillebois, et les embellissements dont il l'avait parée avec trop d'évidence au temps de sa fortune (3) ne lui furent guère qu'une amère ironie. Mais, ce n'est pas à trente-cinq ans qu'un homme de cette trempe se résigne à la retraite.

Il avait gardé des appuis à la Cour : Colbert de Maulévrier, capitaine des Mousquetaires, lieutenant général, et surtout Colbert de Croissy, ministre et secrétaire d'Etat des affaires étrangères, ses deux oncles, représentaient encore une influence efficace, malgré la mort de leur frère. Son cousinage, mêlé d'abord de jalousie quand ils étaient rivaux, avec le fils de Colbert, Seignelay secrétaire à la Marine, ne lui était plus maintenant que

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, éd. Hachette, p. 598.

(2), (3) Saint Simon T. VII, p. 136.

protection bienveillante (1). Même, par les ducs de Beauvilliers bientôt chef du Conseil des Finances (1685), ministre d'Etat (1691), de Chevreuse, si bien en cour, et de Mortemart, gendres de Colbert, Desmaretz avait des attaches dans le parti des ducs. Saint Simon apporte le témoignage que ce n'était pas un élément négligeable. Comment ne pas escompter un terme à la disgrâce, quand ces hommes, intriguant sans cesse auprès du souverain, savaient guetter l'occasion opportune pour modifier ses préventions et mieux orienter sa faveur.

Et puis, Colbert mort, on ne pouvait se résigner à croire son génie mort avec lui. — C'était Desmaretz le dépositaire du secret (2), nul autre n'avait été plus complètement nourri de la pensée disparue, nul n'avait été admis à une collaboration plus intime. Desmaretz avait perdu l'héritage, mais il hérita du souvenir. Ainsi commença de grandir sa renommée de financier habile. L'exil la fortifia ; les embarras même de Le Pelletier, le nouveau Contrôleur général, l'accrurent d'autant plus que dans l'inaction de Maillebois, le rude assaut des réalités ne pouvait la ternir.

Le Pelletier cherchait partout des conseils. Il ne lui souvenait pas sans regrets de ceux qu'il avait trouvés auprès de Desmaretz pendant le court intervalle qui avait séparé la mort de Colbert de sa disgrâce. Maulevrier, Croissy, Seignalay s'entremirent et c'est en somme, pourrait-on dire, en qualité officieuse de « donneur

(1) Lettres de Seignelay à Desmaretz, Boislisle, éd. de Saint Simon, T. VII, p. 562 et 573.

(2) Le Pelletier semblait bien le penser : *Mémoire au Roi C. G.I.*, appendice.

d'avis » qu'on le laissa revenir à Paris à la fin de Mars 1686 (1).

A l'hôtel de Croissy, rue Vivienne « grande et florissante maison, » « où la Cour, ce qu'il y avait de meilleur dans la ville, et tous les étrangers de distinction, étaient toujours » (2), il entretint d'espoir une patience nécessaire. Il sut se contenter, lui l'ancien intendant des finances, de ce rôle « lourd et obscur » (3) qu'on ne voulait pas encore reconnaître : il rentrait par la coulisse mais il rentrait, et il lui fallait bien ce « chausse pied » (4). Et, quoique Le Pelletier ait voulu dire dans le compte rendu justificatif qu'il adressa au roi après sa retraite (5) Desmaretz donna, et de très bonne foi, un grand nombre de conseils. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les mémoires si remarquables dont il sou tint les incertitudes de l'ingrat ministre.

Sollicité de trouver des moyens de crédit, des ressources nouvelles, il les fournit, et, sachant sans doute que le roi n'ignorerait pas ces consultations, il y joint des réflexions générales d'économie et de finance.

Héritier des idées de Colbert, il croit comme lui nécessaire de développer et de soutenir le commerce. Mais, comme Colbert, comme Sully, il condamne sans hésitations le luxe et ses industries. Dira-t-on qu'il en résulte une activité profitable à tous ? C'est faux, car il n'y a pas de circuit fermé : Les dépenses de la Cour, celles que coûtent la construction des bâtiments font-

(1) Mémoires du marquis de Sourches T. I. p. 376.

(2), (3), (4) Saint Simon.

(5) C. G. I Appendice.

elles le bien-être des contribuables ? Il ne craint pas, et cette force d'affirmation est bien d'un Colbert, de donner à son opinion la forme d'un syllogisme : « Le général n'est composé que de particuliers, le luxe ruine constamment les particuliers, donc il ruinera aussi le général. Ce raisonnement est soutenu de l'expérience de tous les siècles et il n'y a pas d'histoire où l'on ne remarque sensiblement que l'affaiblissement et la décadence des Etats a été précédemment causée par l'excès de luxe » (1). Et à ce propos, il compare la sobriété, la simplicité du paysan aux besoins déjà trop complexes de l'ouvrier de luxe. — « Peu de chose fait la richesse d'un paysan »... « le peu qu'a le paysan multiplié tous les jours par la fertilité de la terre par la fécondité des bestiaux... »

Car il aime l'agriculture comme Sully. L'agriculture et le commerce sont les « deux seules sources de richesse ». Leur solidarité, leur union fera la prospérité de l'Etat. Boisguilbert ne dira pas autre chose, dix ans plus tard, quand paraîtra le « Détail de la France » (2).

C'est aussi en précurseur de Boisguilbert, mais avec plus de froide objectivité, qu'il conseille d'éviter aux pauvres, aux paysans, des impôts excessifs et de leur assurer un revenu suffisant pour les engager à cultiver et à produire.

Enfin — Desmaretz avait-il lu le Traité d'économie poli-

(1) Dépôt des affaires étrangères, vol. France, 991, fol. 223-227, mémoire cité par Boislisle éd. Saint Simon, T. VII, p. 566.

(2) Boisguilbert, correspondant très prolixe du Contrôle Général, connu d'ailleurs Desmaretz, on le verra, à propos de l'établissement du Dixième.

tique de Montchrétien publié au début du siècle — ? l'agriculture souffre du mal de l'absentéisme et de la propriété latifundiaire. Il faudrait obliger les gouverneurs, les abbés à gros bénéfices à résider dans leurs terres, et on éviterait ainsi l'appauvrisissante pratique du fermage et du métayage.

Au point de vue monétaire, la réalité du fait, la criante disette d'argent monnayé, l'empêchent de s'élever jusqu'à la discussion de principe. Il n'y a pas chez lui l'audace d'un Law. Plus tard, à la Direction des Finances, au Contrôle général, ses actes se contrediront comme ne cesseront pas d'hésiter sa pensée et sa prudence. S'il semble rejeter le billionisme déjà vieilli et répudié en fait par l'Angleterre et la Hollande, s'il ne croit qu'à deux sources de richesse : le commerce et l'agriculture, il n'osera jamais, à la différence de Boisguilbert, considérer l'or comme un simple agent d'échange.

Et dans un mémoire (1) « après avoir rapporté ce qui s'est fait dans les finances depuis trente ans » après avoir constaté la rareté actuelle de l'argent et la « pauvreté des peuples » « fort sensible », il se borne à exposer, les causes de ces maux et à indiquer pour Le Pelletier les remèdes à suivre, sans rien innover : à cause de la guerre (la guerre de Hollande dont les effets se faisaient encore sentir, la guerre de la Ligue d'Angsbourg qui commençait) la taille est trop lourde, la consommation a diminué, les espèces vont à l'étranger par l'intermé-

(1) C. G. I. Appendice, " Mémoire sur l'état présent des affaires ".

diaire des troupes obligées de s'approvisionner aux frontières et aussi pour payer les travaux de fortifications qu'on y fait. « C'est un argent qui va du centre à la circonférence et qui épuise le dedans pour enrichir les extrémités et les pays étrangers », écrit-il une autre fois. Pour rendre quelque circulation à l'argent il faudrait recréer de l'activité par des « ouvrages publics », des « secours aux manufactures », mieux payer les travaux qui se font pour le Roi, il faudrait payer à l'étranger en lettres de change et en remises pour éviter les transports d'espèces, réduire le nombre des privilégiés, modifier certaines impositions, réorganiser aux armées le système des étapes et des quartiers d'hiver qui accable les populations jusqu'à doubler leur taille, car « les troupes veulent être bien traitées, etc... »

Desmaretz n'est pas un théoricien, il donne des directives mais sans en faire un système complet d'économie nationale. Au point de vue purement financier, même, il ne tient pas tout prêt un plan général de réformes, il ne propose pas de nouveaux impôts. Il connaît le roi et la cour, il sait qu'il serait imprudent et de succès problématique de vouloir imposer les privilégiés ; aussi se montrera-t-il hostile à la capitation en 1695 et ne présentera-t-il le dixième en 1710 que comme un expédient. Il croit qu'on pourrait, la paix aidant, améliorer le produit des droits et taxes du roi en stimulant la production : il lui souvient des résultats ainsi obtenus par Colbert.

Mais alors que Colbert détestait les financiers, les

traitants, et n'avait eu enfin recours à leur crédit qu'absolument contraint par les nécessités de la guerre, Desmaretz, lui, a le sens des affaires et des gens d'affaires. L'inhabileté de Le Pelletier à les utiliser suscite ses plus vives critiques. Soixante millions de ressources nouvelles trouvées pour la guerre (1), lui permettent, en 1689, de s'en expliquer énergiquement (2).

« Colbert agissait tout autrement, » —, son admiration pour Colbert et le désir de s'appuyer sur son autorité lui fait ici fausser la vérité, ou bien il ne veut parler que des dernières années du ministère, — « parce que connaissant à fond les ressources du royaume, dont les principales sont les prêts et avances des gens d'affaires, les créations d'offices, de droits, de gages et d'augmentation de gages, il savait soutenir les financiers et entretenir leur crédit.

On s'est privé de tous ces moyens, sous prétexte qu'il s'était commis des abus, mais l'habileté d'un homme chargé du détail des finances consiste à profiter de ce qui est véritablement utile au service du Roi et qui lui peut donner de grands secours dans les occasions en y retranchant les abus qui s'y introduisent ».

Et plus loin : « La principale application d'un homme à qui le roi confie ses finances doit être d'y maintenir les gens les plus riches et les plus accrédités, et quand même il y en aurait parmi eux qui auraient acquis leurs biens par des voies indirectes, il est de l'habileté

(1) Suivant Desmaretz lui-même, Boislisle éd. Saint Simon, V. VII, p. 574.

(2) A. N. K. 883.

de celui qui les gouverne d'avoir toujours dans ses mains leurs biens et leurs personnes et de les empêcher par là de mettre leurs effets à couvert, afin de leur faire restituer dans les temps ce qu'ils ont mal acquis... »

Et encore : « Il est d'une grande importance de marquer de la considération pour les fermiers du roi, les receveurs généraux et les autres gens de finances, et cela ne consiste pas seulement à leur donner des audiences qui n'aboutissent à rien. Il faut que les gens d'affaires fassent des profits honnêtes et que le public soit persuadé que le roi veut bien qu'ils gagnent, lorsqu'ils servent bien et utilement Sa Majesté ».

Ces critiques, ce long réquisitoire ne contribuèrent pas peu à la chute de Le Pelletier. On y sent la conviction profonde d'un homme qui n'avait pas oublié et pas compris l'affaire des pièces de quatre sols, et qui se faisait avec véhémence, presque avec emportement (il s'irritait de voir le bail de la Ferme cédé à des inconnus sans richesse ni crédit) le champion d'une politique opportuniste dont il démontrera plus tard l'efficacité.

Le Pelletier se retire en 1689. Pontchartrain lui succède. Desmaretz est son conseiller officieux. Les consultations se multiplient et leur cadre s'élargit. « Il me pria de le voir souvent » écrit Desmaretz (1). Pontchartrain avait confiance en lui et il n'hésita pas à « rompre les premières glaces » en sa faveur.

(1) Mémoire cité par Boislisle éd. Saint Simon T. VII p. 524.

Pontchartrain, administrateur éminent, n'est qu'un médiocre ministre des finances. C'est surtout un homme d'esprit, un psychologue, et il gère les finances, puisque c'est la guerre, sans parcimonie. Il dit au roi : « Toutes les fois que Votre Majesté crée un office, Dieu crée un sot pour l'acheter », et il vend charges et offices à bureaux ouverts. Il emprunte largement tous les ans et augmente la Dette de deux cent millions (1). Cependant l'argent est toujours aussi rare, les « billonneurs » et les « gens mal intentionnés » pullulent, on ne sait comment rendre de l'activité à l'espèce. Pontchartrain est empoisonné par la question monétaire.

Desmaretz ne s'étonne pas de cette pénurie (2) : La balance du commerce est déficitaire et l'extraordinaire des guerres a tout raflé, ne laissant en échange des espèces que des billets, pour huit à neuf millions, Et ces espèces voiturées aux frontières ne reviendront que peu à peu, ou pas du tout. On pourrait y remédier en donnant cours aux pistoles d'Espagne et en les acceptant dans les recettes. Et il vaudrait mieux, aussi, en général, préférer les lumières des commerçants à celles des techniciens des hôtels des monnaies.

L'évasion des espèces vers l'Empire est considérable, il y a quatre à cinq livres à gagner sur les louis d'or que Pontchartrain a cru devoir abaisser jusqu'à 10 livres 5 sols. Pontchartrain comprend qu'il n'a pas réussi à satisfaire le public et songe, en 1693, à une aug-

(1) Vührer, Histoire de la Dette Publique en France, p. 116 et suiv.

(2) Dépôt des Affaires étrangères vol. France 991, fol. 212-213.

mentation. Desmaretz est d'avis qu'elle soit forte, autrement il vaut mieux « n'y plus toucher » tant est fâcheuse l'incertitude des cours. Mais cette augmentation, ce surhaussement à une valeur fictive très au-dessus de la valeur réelle ne donnera-t-il pas lieu à un faux-monnayage intense de la part de l'étranger, qui réformera à bon compte les anciennes espèces que les agioteurs lui apporteront de France ? Desmaretz ne le croit pas, le trafic étant trop dangereux. Les faits, d'ailleurs, lui donnèrent tort : rien ne put empêcher un si « beau commerce ».

Quoi qu'il en soit, on fit la forte augmentation qu'il préconisait. De même, on abaissa le taux des rentes, à peu près dans les proportions qu'il croyait possibles, du denier 12 (8,33 %) au denier 14 (7,14 %). (1). Pontchartrain, soudain revenu à l'économie, aurait voulu le denier 18 (5,55 %).

Desmaretz fut aussi un de ceux qui firent ajourner la fonte des vaisselles d'argent du royaume, malgré l'intention de Louis XIV, mesure qui n'eût été ni d'une bien savante politique financière, ni d'une adroite politique étrangère.

La capitation de 1695 n'eut pas ses suffrages. C'est qu'il craignait de la voir retomber sur les taillables seuls : « quelle apparence d'imposer une nouvelle charge sur ceux qui payent tous les ans plus de cinquante cinq millions pour la taille, les étapes, l'ustensile, la milice et le bien vivre des troupes... A l'égard des non tail-

(1) Vührer, loc. cit.

lables, quelle règle suivra-t-on ? quelle proportion dans l'imposition, quelles contraintes pour la levée ? » (1). Ces appréhensions n'étaient pas mal fondées ; les privilégiés et les plus riches surent éluder, par d'avantageux « rachats » une partie de la contribution. Mais l'apport eût-il été minime que ce n'était point une raison pour en faire fi, et Desmaretz dut le reconnaître puisqu'il établit lui-même le dixième, quinze ans plus tard.

Lorsqu'en 1699, Pontchartrain prend les sceaux et que Chamillart devient contrôleur général, la collaboration de Desmaretz se fait presque officielle. La faction des Le Tellier n'est plus représentée assez puissamment au secrétariat de la guerre, par Barbézieux, fils de Louvois, et même elle va s'éteindre avec lui dès 1701. Au contraire, Torcy, qui a remplacé son père Colbert de Croissy au secrétariat des affaires étrangères, est nommé surintendant des Postes et voit s'établir sa faveur. Desmaretz n'a plus que des amis au Conseil. Chamillart est très lié avec les ducs de Beauvilliers et de Chevreuse et aussi avec Saint-Simon dont la terrible médisance épargnera quelque temps l'ancien exilé.

En 1700, Chamillard entreprend de faire rendre gorge aux gens d'affaires. Madame de Maintenon qui « dans le cœur pencha toujours pour les Colbert » (2) lui conseille de s'adjoindre Desmaretz : « Vous pourriez, je crois, vous aider utilement... même de Monsieur Desmaretz » Chamillart s'empresse de l'appeler. Ainsi s'ex-

(1) Mémoire 1693 Dépôt affaires étrangères, vol. France 991.

(2) Des Souches mémoires secrets et inédits, par A. Bernier T. II p. 175.

plique, ce n'est pas douteux « l'habileté et la modération dont il fit preuve, la faculté relative des recouvrements. La double influence de Desmaretz sur le ministre et sur les gens d'affaires n'était-il pas un peu des leurs, par ses idées et par ses revers de fortune ? — évita à l'Etat les suites toujours fâcheuses d'une Chambre de Justice.

Ainsi, peu à peu, Desmaretz rentrait en fonctions et s'acheminait vers la grâce. Quelques mois plus tard, ses amis crurent le moment venu. Le duc de Beauvilliers, porte parole du marquis de Louville, demanda que le soin de réorganiser les finances espagnoles lui fût confié (1). La demande était prématurée, la « faute de jeunesse » n'était pas encore oubliée. Le roi refusa, mais ce fut sa dernière résistance. Et en septembre 1703, Desmaretz obtint enfin la permission d'aller lui « faire sa révérence », (2), une révérence qui avait attendu vingt ans.

(1) Saint Simon et mémoires secrets du marquis de Louville, T. I, p. 51, 150, 160, 161 et 168.

(2) Journal du marquis de Dengeau, T. IX, p. 292.

CHAPITRE II

Desmaretz à la Direction des Finances Politique nouvelle du papier fiduciaire Les billets de monnaie

Un mois après l'audience royale, le 22 Octobre 1703, Desmaretz était nommé Directeur des Finances.

La fonction, créée en 1701 avec deux titulaires, pour soulager Chamillart que la faveur de Madame de Maintenon avait accablé d'un nouveau poids : la secrétairerie de la guerre, vacante par la mort de Barbezieux, était, dans la hiérarchie des Finances, la plus haute après celle du Contrôleur Général lui-même.

Desmaretz y succédait à Rouillé, pourvu d'un brevet de Conseiller d'Etat ; son collègue était Armenonville. (1).

Il put dès lors se remettre au maniement quotidien des affaires, et se préparer avec une quasi certitude à en prendre la direction. Chamillart sentait en effet que la protection de Madame de Maintenon ne le sauverait pas des difficultés grandissantes où il se débattait et que bientôt les finances « lui seraient arrachées ». Il ne

(1) Saint Simon, T. XI, p. 256.

voulait pas perdre en même temps le département de la guerre et il songeait à devancer les événements, en se ménageant au Contrôle Général un successeur dont il se croyait assurés la reconnaissance et l'appui. « Il le faisait valoir en toute occasion », « se déchargeait sur lui des affaires les plus importantes » (1) « de beaucoup de petits détails de finances, surtout en ce qui concerne l'extraordinaire des guerres », relate Dengeau (2) en un discret euphémisme.

Et, en effet, à partir de 1703 il n'est pas de question importante où la main de Desmaretz ne se retrouve, Chamillart prend l'habitude de lui renvoyer les affaires. « Je crois que cela regarde Monsieur Desmaretz », écrit-il en marge des dossiers (3). Armenonville est tout à fait éclipsé. Desmaretz traite avec les financiers, s'efforce de régler la circulation fiduciaire, fait figure de ministre au Conseil des Finances, où il rapporte seul à la place de Chamillart (4) et vis-à-vis des intendants, des banquiers, avec lesquels il correspond activement et sans contrôle (5).

Aussi n'aurait-on point une mesure exacte, ni complète, de l'action financière de Desmaretz, si on se contentait de ne l'envisager qu'après 1708, année de sa nomination au Contrôle Général. C'est dès 1703 qu'il convient de reprendre l'étude de la politique financière

(1) Saint Simon, T. XV, p. 371 et suiv.

(2) Op. cit. T. XII, p. 64.

(3) B. N. Manuscrits Fonds français 7 939. Cf. également les autres lettres.

(4) Saint Simon, T. IX, p. 23.

(5) Voir sa correspondance au T. II de la correspondance des Contrôleurs Généraux.

royale. du moins en celles de ses parties qui révèlent le plus manifestement les directives du futur ministre, et les efforts méritoires qui préparèrent son élévation officielle.

Au lendemain du rétablissement de la capitation (1701) il paraissait impossible d'augmenter encore les impôts.

Les autres moyens traditionnels d'emplir les coffres vides : émissions de rentes et affaires extraordinaires, remis à la mode à la mort de Colbert par l'incapacité d'un Le Pelletier et l'opportunisme de grand style d'un Pontchartrain, finançaient les dépenses royales depuis 18 ans ; et, après le gros effort des années de la guerre contre la Ligue d'Augsbourg ils apparaissaient impuissants à combler le déficit.

Cette carence explique le développement que prirent alors les moyens de crédit à court terme, l'inflation fiduciaire. Les temps n'étaient guère favorables à l'expérience ; la technique financière n'était point encore dans sa maturité, ni bien stable le crédit du Prince.

Mais la guerre, rallumée par la succession d'Espagne ne permettait pas de différer, et Desmaretz eut dès l'abord à résoudre le problème nouveau de la Dette Flottante.

L'élément le plus important en était les « billets de monnaie » — non pas encore quantitativement, mais parce que, sans aucun précédent et pour ainsi dire de génération spontanée, ils étaient l'inconnu, la manne bienfaisante, ou le mirage.

Les billets de monnaie étaient apparus pour la pre-

mière fois en Septembre 1701 (1). Comme on procédait à une augmentation de la valeur nominale des monnaies (louis d'or portés de 13 à 14 livres) et que les anciennes espèces affluaient à la refonte, les ateliers de la monnaie se trouvèrent vite débordés, et on remit aux porteurs, faute d'argent comptant, des billets à terme portant intérêt, signés du Directeur de la Monnaie, Euldes. (2). Représentant des matières pour leur pleine valeur, exactement renouvelés, ils furent bien accueillis du public « qui les négocia comme des lettres de change ». (3).

Deux ans après, à la fin de 1703, la situation était retournée, la faveur du public perdue.

C'est que les billets avaient cessé d'être garantis par un dépôt équivalent d'or et d'argent, d'être des bons or.

La guerre, encore incertaine, entoure le pays. Quatre armées tiennent la campagne, aux Pays-Bas contre les Anglo-Hollandais, sur le Danube contre les Impériaux et le Duc de Savoie, en Espagne contre les Anglo-Portugais. Ces armées, grandes voraces, grandes prodigues, ainsi que la flotte, coûtent cher. Il faut de l'argent et tout de suite. Pour parer aux dépenses, le Trésor utilise les billets.

Loin de se douter des proportions que la durée et la gravité du conflit allaient l'obliger à donner à son expérience fiduciaire et d'ailleurs peu soucieux de s'évertuer en garanties excessives à l'égard de créanciers,

(1) Forbonnais T. II, p. 128.

(2) A. N. G 7, 1.621.

(3) Forbonnais T. II, p. 129.

fournisseurs, munitionnaires qui, à la vérité, ne méritaient souvent que l'attention des Chambres de Justice, le Contrôle général n'assigna aux nouvelles émissions de billets ni couverture, ni limites (1).

Il ne se soucia pas davantage de faire même une confiance apparente à ces nouveaux papiers. Il exigea des contribuables le paiement des impôts en espèces (2). Ainsi il refusait à ses débiteurs le papier dont il payait ses créanciers. Méthode très défendable à la rigueur si le débiteur de l'impôt s'était confondu avec le créancier du Trésor, profiteur de guerre, mais en réalité, fiscalité qui atteignait seulement les malheureux taillables, fiscalité de droit divin qui rebuta l'opinion, lassée d'un trop long règne.

« Le public murmure du refus des billets au Trésor, aux Gabelles, aux parties casuelles » écrivait alors le banquier Samuel Bernard. (3). Le mécontentement était, en effet, général.

Pourtant, le montant des billets en circulation était en fait, relativement modéré, et même, il diminuait : Desmaretz ne le trouva guère supérieur à 6 millions (4). Vaine modération. L'opinion publique se montra si pressante, qu'on se trouva dans l'obligation d'annoncer le retrait total des billets, leur « décri ». A ce moment, le Trésor pouvait encore oser cette coûteuse promesse, néanmoins, sa gêne, évidente, se traduisit par des dé-

(1) Forbonnais T. II, p. 141.

(2), (3) C. G. T. II. Appendice. Lettre du banquier S. Bernard, p. 510^a

(3) C. G. II ; d'après Samuel Bernard lettre du 11 mars 1707, p. 518.

lais : On ne rembourserait dans la huitaine, est-il dit dans la Déclaration du 12 Décembre 1703 (1), que les billets de moins de 150 livres ; de 400 livres, rectifie celle du 29 Décembre. — les autres attendraient Avril ou Juillet 1704.

De ces résistances, de ces embarras encore peu graves, mais porteurs de germes, l'avertissement fut inutile : les événements ne permirent pas à Chamillart et à Desmaretz de s'en tenir à une première expérience.

La guerre battait son plein, la lutte était de plus en plus dure, Eugène et Marlborough écrasaient Tallard et Marsin à Hoshstaedt (Août 1704). « Toutes les ressources étaient épuisées » (2). Avant, semble-t-il, que le remboursement de la première émission ait été terminé, les billets réapparurent comme un « mal nécessaire » (3) ; à l'occasion d'une nouvelle augmentation de monnaie.

Une déclaration du 6 Décembre 1704 (4) annonça qu'ils auraient cours en tous paiements. C'était le cours légal sans être encore le cours forcé.

Les particuliers demeuraient encore libres de stipuler leurs transactions en espèces seulement.

Les nécessités de l'heure expliquaient le retour à l'expédient ; mais justifiaient-elles la persistance de Chamillart, de Desmaretz à maintenir des dispositions dont l'épreuve récente avait démontré le mauvais succès ?

(1) A. N., G. 7, 1621.

(2), (3) Lettre de Chamillart au Roi, C. G. II, p. 474.

(4) A. N., G. 7, 1621.

Ils s'obstinèrent en effet à refuser aux contribuables la faculté de payer les impôts en billets. — Desmaretz répétait qu'il fallait de l'argent comptant à l'Etat pour payer les rentiers et les officiers. (1). Sans doute ; mais ce n'était là qu'une minorité de créanciers du Trésor : tous les autres recevaient du papier.

L'argument n'était donc qu'un prétexte ; l'opinion ne s'y trompa pas.

Comment le public aurait-il recouvré la confiance ? Pas plus qu'en 1701 un fond spécial n'avait été constitué pour le remboursement des billets. Et de ce fait, l'intérêt élevé, 7 $\frac{1}{2}$ %, attaché aux billets, apparaissait comme une promesse bien audacieuse, sinon purement gratuite. Le public n'avait pas plus de garantie de la régularité du paiement d'un tel intérêt, que de celle des remboursements.

C'est pourtant sur cet attrait de l'intérêt, — du coupon —, que Desmaretz comptait pour conserver aux billets une faveur tout au moins relative. (2).

Il analysait en somme le billet de monnaie comme le bon du Trésor moderne qui peut servir de monnaie d'échange, le cas échéant, mais qui est surtout un placement d'attente. Or, il semble bien, étant donnée la rareté des espèces métalliques, que le billet était appelé à jouer plutôt le rôle de papier-monnaie. Désigné pour cet office, et pourtant, à cause du taux d'intérêt, « re-

(1) C. G. II. App. mémoire p. 517.

(2) C. G. T. II loc. cit.

gardé comme contrat remboursable dans un terme » (1) comme un titre de « rente mobilière », il fut hybride.

Produisant bientôt les mauvais effets du papier-monnaie (hausse des prix, spéculation, perte au change) (2) il n'en offrit pas les commodités.

Les 7 ½ % d'intérêt, lourde charge pour le Trésor, source de difficultés futures, loin d'être ce qu'affirmait Desmaretz « le seul avantage réel offert au public » (3) n'étaient en définitive qu'un avantage précaire, dont l'appât fallacieux faisait hésiter les porteurs à se dessaisir des billets et contrariait ainsi une circulation dont l'intensité eût peut-être dissimulé l'origine.

A toutes ces causes intrinsèques de discrédit, non admission aux Caisses Publiques, inexistence de garanties, taux d'intérêt irrationnel, vint s'ajouter une autre cause indépendante : l'effort supplémentaire qu'on demanda aux billets à peine rétablis, pour le sauvetage de la Caisse des Emprunts.

Les mêmes raisons impérieuses qui, au même moment, avaient établi l'usage des billets de monnaie, avaient ressuscité cette Caisse en 1702.

Créée par Colbert en 1674 pour échapper aux traitants, puis, après lui avoir rendu de grands services, liquidée sur son ordre à partir de 1681, pour éviter le risque d'un remboursement total inopiné, c'était une caisse annexe de la Caisse des Fermes où, on le sait,

(1) C. G., T. II correspondance citée à ce chapitre et A. N., G. 7 p. 710 et s.

(2) Forbonnais II p. 141.

(3) Mémoire cité C. G., T. II.

les droits du Roi afferméés étaient centralisés (1). Elle remettait en échange des fonds qui lui étaient confiés, des bons à terme, les « promesses », portant un intérêt de 5 %. On pouvait retirer les fonds sans préavis et les étrangers ne payaient pas de droit d'aubaine pour les sommes qu'ils apportaient. Ces facilités et l'exactitude des remboursements avaient assuré la réussite de la caisse.

Avec Chamillart, le « succès » « devait être bien différent ». (2) C'est qu'il en était des promesses comme des billets de monnaie : « On ne réglait plus les émissions sur les ressources ». Et, comme pour les billets de monnaie, on se chargeait d'un intérêt trop lourd, 8 % (3).

La crainte de Colbert — la défaveur du public — excessive en 1688, se réalisa en 1704 après le désastre d'Hoschtaedt. Les porteurs de promesses se présentèrent en masse. Le 17 Septembre, on dut suspendre les paiements. « Aujourd'hui pareille démarche serait le signal de la chute du crédit » écrivait Forbonnais en 1758 (4), « parce qu'on a forcé les hommes à se guérir de leur confiance, mais alors les esprits étaient encore disposés de manière que l'altération fut médiocre ». S'il n'y eut pas de panique, cependant en Avril 1705, terme fixé à la surséance, il fallut s'aviser d'un expédient.

On ne put en effet réunir assez d'espèces métalliques. Les billets de monnaie étaient moins immédiatement

(1) Germain Martin. Histoire du Crédit en France sous le règne de Louis XIV.

(2), (3) Forbonnais II p. 132, 133.

(4) Op. cit. II p. 152.

menacés que les promesses, et, quant aux facultés d'émission, d'une élasticité bien supérieure, encore que surestimée. Ils payèrent pour moitié les créanciers de la Caisse. (1).

Ainsi fut ajournée la faillite de la Caisse ; mais ainsi fut consacrée la chute des billets. Le discrédit des promesses les gagna en peu de semaines. Ils perdirent 30, 50, jusqu'à 75 % de leur valeur. (2).

Leurs défauts intrinsèques et leur emploi abusif les avaient irrémédiablement compromis. Alors, et pour lutter contre le mécontentement public, le Contrôle Général multiplie ses consultations, cherche à gagner la confiance et le dévouement des intendants, de la Banque, du haut négoce. Les personnalités les plus en vue apportent des projets, des mémoires.

Samuel Bernard conseille à Desmaretz (Août 1704) (3), de remplacer les billets par des assignations, en attendant de les convertir en rentes, puis (Janvier 1706) (4) d'obliger l'espèce qui se cache, à entrer pour un quart dans les paiements.

D'Argenson, le Lieutenant de Police, assure que « les règles générales ne conviennent pas aux conjectures extraordinaires » qu'il faut « de temps en temps donner au public des espérances de remboursement » « ce qui n'engage à rien » ; il ne prétend toutefois pas apporter une solution d'ensemble à un problème aussi difficile, il avoue qu'il a eu envie de le « jeter au feu » et il se

(1), (2) Op. cit. II p. 152.

(3) Lettre C. G., T. II Appendice p. 510 et suiv.

(4) Mémoire loc. cit.

borne à suggérer divers palliatifs, d'ailleurs ingénieux, comme, par exemple, de laisser l'intérêt des billets suivre le cours de la place (1).

D'autres avis sont donnés. On commence à parler de Banque royale inspirée des Banques de Hollande et d'Angleterre (2). Desmaretz délibère. En mai 1707 il finit par reconnaître qu'il faudrait « un fonds certain de remboursement » (3). Mais comment faire pour le constituer ? affecter le bénéfice d'une réduction d'intérêt en billets serait, croit-il, dangereux ; en tout cas, il ne faudrait pas toucher aux billets de 1.000 livres et plus ; c'est déjà assez d'avoir émis, en février, des billets de 500 livres sans intérêt. Etablir une imposition nouvelle semble bien difficile. Mieux vaudrait réserver les deux sols pour livre d'augmentation sur les fermes et tailles, qu'on avait créés d'abord à cet effet, et dont on a eu le tort de faire un autre usage.

Ne pourrait-on aussi rendre de l'activité aux billets, charger officieusement quelques banquiers de leur ouvrir un marché ? Mais l'intervention des banquiers n'est pas sans danger pour la Caisse royale... « Ils sauront toujours prendre leur avantage » pense Desmaretz. Et l'idée de cours forcé germe dans son esprit : Pourquoi ne pas obliger tout simplement les billets à circuler, en exigeant qu'ils concourent avec l'espèce dans tous les paiements.

(1) id. loc. cit.

(2) A. N. G. 7, 699.

(3) Mémoire C. G., T. II Appendice loc. cit.

Pourtant Desmaretz hésite encore, et ce n'est pas le faible Chamillart qui oserait hâter les choses. On essaie de gagner du temps, de persuader le public des bienfaits de l'inflation qui permet de faire la guerre sans augmenter les impôts ; on lui assure que la solvabilité du Trésor est inébranlable ; on promet même de rembourser les billets à la paix, par annuités, et, en attendant de n'en plus faire et de payer scrupuleusement les intérêts. (1).

Cet optimisme de commande reste sans effet. Le cours des billets se maintient aussi bas. Il faut se décider à l'action. Desmaretz s'y résout enfin, mais il use de prudence. Il se borne à un essai partiel du cours forcé et limité à la capitale. — Tel est le sens de la déclaration du 6 Juillet 1706 (2). A Paris, mais à Paris seulement, les paiements se feront à l'avenir, partie en billets, partie en espèces, la quotité réglable obligatoirement en billets croissant en même temps que l'importance de la transaction, sans dépasser les $\frac{7}{8}$ au dessus de 1.000 livres. Au-dessous de 400 livres, dans la crainte de gêner les petites négociations, le billet n'est pas imposé ; les modalités de paiement restent libres. Enfin, pour faciliter l'application de la nouvelle ordonnance, on divise les billets en coupures de 200 à 1.000 livres.

Une telle politique d'intervention était imposée par les circonstances. Mais il lui manquait d'être appuyée par de sérieuses garanties d'amortissement. Au lieu d'y

(1) Déclaration royale du 29 Mai 1706, A . N . , A . D. IX. 79,

(2) A . N . , G. 7, 1.621.

affecter un fonds spécial, on se borne, au mois d'Août, à nommer deux techniciens chargés d'élaborer un projet de conversion (1). La dévalorisation des billets suscitait l'usure et l'agiotage. En vain essaya-t-on d'en enrayer les méfaits grandissants par la fixation du taux de l'escompte à 6 %, sous peine de carcan, de bannissements et de fortes amendes. Aucune mesure ne pouvait se montrer efficace, quand le rythme de l'inflation s'accélérait tous les jours. Pour la seule année 1706, l'émission atteignit 40 millions (2).

En Octobre 1706, Chamillart avoue une émission totale de 180.227.000 livres. « Le désordre que les billets ont produit est extrême ». Loin d'espérer d'y puiser de nouvelles ressources, « il faut songer à les diminuer », annonce-t-il au Roi (3).

Il est désespéré ; il le dit à qui veut l'entendre, à Vendôme, au Comte Bergheyck (4) « les billets de monnaie qui ont soutenu l'Etat pendant près de deux ans l'ont entièrement détruit (5). La crise atteint à son paroxysme.

Que faire ? Consolider en rentes ? Amortir ? Noyer la dette en lui affectant des garanties ? Etendre le cours forcé ?

On crut d'abord trouver le salut dans une novation partielle des billets, complétée d'un plan d'amortissement

(1) A. N., G. 7, 1.621.

(2) Etats des fonds pour les dépenses de l'année 1736. C. C. G., T. II Appendice p. 595.

(3) C. C. G. T. II Appendice p. 474.

(4) Financier Flammand, correspondant du Contrôle Général.

(5) Mémoires militaires relatifs à la guerre de succession, T. VI, p. 571 et 576-577.

général plus précis que les promesses ébauchées quelques mois plus tôt.

Par arrêt du 24 Octobre 1706, (1) on convertit cinquante millions de billets de monnaie, moitié en billets des Receveurs Généraux, moitié en billets des Fermiers Généraux, amortissables en cinq ans par tranche annuelle de 10 millions, à partir du 1^{er} Janvier 1708, sur des fonds spécialement affectés et qui devaient en même temps assurer le service des intérêts (5 %) : Dixième des Recettes générales et Fermes Générales et Fermes des Postes. On décida d'autre part, l'amortissement par annuités de 6 millions, ou l'échange contre des Promesses de la Caisse des Emprunts, de ceux des billets qui ne seraient pas convertis.

A considérer la nature des fonds qui leur étaient destinés, les billets des Receveurs et des Fermiers étaient « proprement des anticipations » (2) des assignations sur les revenus futurs. Et c'était là sans doute une garantie apparente que n'avaient pas les anciens billets. Mais personne ne s'y trompa : « chacun sentait que ni les Fermiers généraux, ni les Receveurs ne pouvaient payer de pareilles sommes, si le Prince n'en faisait pas les fonds ; ces billets dénaturés furent donc toujours regardés, comme la même espèce et éprouvèrent le même avilissement... » (3).

La conversion qu'on eût voulu terminer en Janvier

(1) A. N. G. 7, 1.621.

(2) Cf. *Encyclopédie méthodique, Finances.*

(3) Forbonnais op. cit. II p. 169.

1707, traîna jusqu'en Août, il fallut tous les mois proroger les délais (1).

Les billets des Receveurs et des Fermiers Généraux malgré l'apparence de leur titre, restaient purement des billets du roi : la défaveur s'y attacha comme aux billets de monnaie.

Devant l'échec de la novation, devant celui du cours forcé partiel, Desmaretz revient à son idée : généraliser le cours forcé.

En vain les avertissements affluent de toutes parts, de Flandre, où l'intendant Bernières redoute de voir les Trésoriers de l'extraordinaire des guerres se mettre à payer les troupes en billets ; (2) de Lyon, où l'intendant Trudaine prévoit de mauvaises répercussions sur le change étranger (3) ; des milieux bancaires, où Samuel Bernard craint de voir entraver à nouveau la liberté, reconnue en Janvier, de stipuler les lettres de change en espèces (4).

Toutes les objections demeurent sans effet. Desmaretz passe outre. Il estime, non sans quelque apparence de raison, qu'il importe avant tout de décongestionner le commerce parisien, qui supporte seul la hausse des prix dûe aux billets.

Il voit les prix dépasser du double ceux de la province, et il craint les conséquences funestes de ce déséquilibre pour l'économie du royaume. La généralisation du cours forcé rétablira les relations intérieures, sans même rom-

(1) A. N., G. 7 1.621.

(2), (3), (4) C. G., T. II, nos 1.234, 1.232 et lettre de S. Bernard, p. 518.

pre les relations extérieures, car, écrit Desmaretz inflationniste avant la lettre, le commerce étranger s'opère « en marchandises » ; peu lui importe donc l'instabilité de signes monétaires sans valeur d'échange.

La généralisation du cours forcé fut édictée le 12 Avril 1707 (1). Toutefois la rigueur de l'ordonnance était atténuée à plusieurs égards. La proportion obligatoire de billets de monnaie ne sera que d'un tiers ; à ce taux les billets seront reçus dans les recettes royales, sauf quelques exceptions (aides, gabelles, droits d'entrée) ; enfin ceci pour rassurer Samuel Bernard et les banquiers, il reste entendu que les lettres de change se régleront « de la manière convenue par les particuliers ».

Ces utiles correctifs auraient dû faciliter l'application de l'ordonnance. Mais l'impondérable psychologie des foules réagit hors toutes mesures : malgré les satisfactions importantes qu'on leur donnait et notamment l'admission des billets aux caisses publiques, les esprits « se cabrèrent », ce fut un tolle général.

Moins d'un mois après, le 10 Mai (2), il fallut surseoir à l'exécution de l'ordonnance.

La politique du papier-monnaie, l'inflation, ne séduisait encore que certains esprits audacieux admirateurs de l'étranger, étrangers eux-mêmes —, comme Law —, et les financiers officiels.

A vrai dire, les financiers officiels du Contrôle Général ne poussaient pas la confiance en l'inflation jusqu'à

(1) A. N., G. 7. 1621.

(2) C. G., T. II n° 1250.

négliger d'inviter le public à convertir les billets en rentes sur la ville, ou en rentes sur le Clergé. C'est ainsi qu'au moment même où l'on essayait d'étendre le cours forcé à la province, on demanda au Clergé de consolider 33 millions des anciens billets non réformés en 1706. Et bien que l'arrangement n'ait eu d'exécution que pour un million (1), il faut y voir la marque essentiellement opportuniste d'une politique disposée à tout essayer pour sauver le crédit du Trésor.

Opportunisme, dirons-nous, et non pas nécessairement incohérence et désarroi : Des mesures théoriquement contradictoires, comme l'imposition des billets par le cours forcé, et leur retrait, par la consolidation, auraient pu se compléter heureusement dans la réalité, si les temps avaient été moins difficiles et les esprits moins rebelles.

Ces tentatives de consolidation, traditionnelles, combinées à l'action novatrice du cours forcé, c'était déjà la prudence de Desmaretz se ménageant une retraite en cas d'échec, c'était effectivement l'amorce pour l'avenir, du retrait des billets.

Quoi qu'il en soit, le nombre des billets diminuait fort peu. 173 millions circulaient toujours, selon les estimations (2). Malgré la surséance du 10 Mai, on savait, en province que Chamillart et Desmaretz ne se tenaient pas pour battus ; que tôt ou tard on aurait à subir le cours forcé ; et chacun de s'ingénier à trouver le bon remède.

(1) Forbonnais *op. cit.* II. p. 169.

(2) C. G., T. II n° 1.244.

Le député du commerce et avocat Mesnager, un des futurs négociateurs du traité de Ryswick proposa alors au nom de l'Assemblée générale du commerce de Rouen de donner aux billets une « forme nouvelle » (1). L'idée, elle, n'était pas neuve, ni édifiante l'expérience des billets des Receveurs et Fermiers Généraux. Mais l'origine collective du projet lui assurait à priori un certain nombre de suffrages et l'appui d'une importante faction financière.

Complété d'un plan de consolidation forcée partielle, on le mit à exécution par deux ordonnances du 24 Mai et du 27 Juin 1707 (2). La première obligeait les porteurs de billets à les faire timbrer et signer du Prévôt des Marchands, — C'était là la « forme nouvelle proposée », une simple apostille de garantie, — limitait à 72 millions de livres la circulation des billets visés et offrait aux porteurs de billets restant le choix entre la conversion en rentes sur la Ville, sur le Clergé, ou en billets des Receveurs Généraux, ou encore en promesses de la Caisse des Emprunts, à condition toutefois pour les dits porteurs, d'apporter moitié des sommes en espèces.

La deuxième déclaration utilisait la période favorable des opérations de visa pour compléter la consolidation amorcée : elle stipula qu'on ne délivrerait de nouveaux billets qu'à proportion des 3/4, qu'en échange du quart restant d'anciens billets, on donnerait des billets spé-

(1) C. G., T. II n° 1.244.

(2) A. N., G. 7, 1.621.

ciaux dits « du quart » qui n'auraient pas cours et ne seraient admis qu'aux conversions prévues le 24 Mai.

Le public ne se prêta pas de bonne grâce à ces manœuvres : « Les porteurs des billets de monnaie avaient deux craintes : l'une que l'on cessât d'avoir un jour égard à ces contrats de rente passés uniquement pour retirer du commerce la partie surabondante des billets, l'autre de ne pouvoir faire le même usage de leurs contrats dans le commerce, et de se trouver par conséquent dans l'impuissance de continuer leurs affaires ». « D'ailleurs, la faculté de stipuler librement les lettres de change et l'existence depuis Janvier de coupures de 200 et 400 livres », — et aussi la novation suggérée par Mesnager —, « avaient rendu aux billets « quelque petite faveur » « et beaucoup de particuliers soit par nécessité » — par nécessité de conserver liquides leurs fonds de roulement — « soit par préférence, ne paraissaient pas portés à les fondre en contrats ». (1).

A l'Hôtel-de-Ville, on atteignit avec difficulté le chiffre de 17 millions de souscriptions (2). Le public qui criait à l'inflation ne voulait pas non plus de la déflation — Public de gens d'affaires, moins maniable que le malheureux taillable, il manifestait à chaque nouvelle mesure d'un gouvernement embarrassé, son mécontentement d'une guerre ruineuse, et ses protestations contradictoires accompagnaient indifféremment toutes les initiatives officielles.

(1) Forbonnais *op. cit.* II p. 169-70.

(2) Desmaretz, *Mémoire au Roi*, commencement de 1715, C. G. III. p. 620.

Chamillart et Desmaretz profitèrent de l'incertitude de l'opinion pour remettre en vigueur la déclaration du 12 Avril et imposer le cours forcé à la province (1). Pour plus de prudence, la quotité légale obligatoire de billets déjà ramenée à la moitié en Août, était à nouveau réduite au quart. Il est vrai qu'on la maintenait à la moitié pour les paiements incombant aux Trésoriers de l'extraordinaire des guerres et que, comme c'était la plus grosse source de billets, il était permis de se demander ce « que feraient les marchands de ces billets dont ils recevraient moitié de leurs paiements, lorsqu'eux-mêmes n'en pourraient donner qu'un quart ? » (2). Pour plus d'efficacité, d'autre part, la liberté de stipuler les lettres de change en espèces n'était maintenue que vis-à-vis des banquiers étrangers et parce qu'ils l'exigeaient. Mais alors, comment empêcher, en fait, les marchands français de « passer par l'étranger ? » (3).

Plus l'Etat intervient dans la circulation économique et dans les échanges, et plus les difficultés surgissent.

A toutes les objections, Desmaretz répond sèchement « Je ne suis que trop persuadé que la déclaration peut causer des désordres dans le commerce, mais il n'était pas possible de faire autrement » (4) et, comme les Lyonnais paraissent les plus agités, il enjoint à leur Prévôt des Marchands de sévir contre les « gens mal intentionnés » (5).

(1) Déclaration royale du 18 Octobre 1707.

(2) Lettre de l'Intendant Trudaine C. G., T. II n° 1.334.

(3), (4) C. G. II 1334.

(5) id. 1345.

Chamillart se contient moins encore. Il s'anime longuement contre ces Lyonnais « malicieux » contre leur « avidité », leur « esprit de rébellion »... « Il serait bon » dit-il, « s'ils ne reviennent pas plus vite à l'obéissance de supprimer leurs franchises et privilèges ». (1).

N'avaient-ils pas l'audace de vouloir être admis à l'exception établie par une déclaration du 18 Octobre en faveur des provinces frontières, prétendant être plus mêlés qu'elles au commerce étranger et souffrir par suite davantage de l'introduction des billets de monnaie ? (2).

Ils faisaient une obstruction opiniâtre à toute nouvelle ordonnance : Chamillart et Desmaretz, dans une exaspération compréhensible, ne savaient plus que menacer.

Ces difficultés continuelles et toujours plus âpres faisaient un grave péril. Les billets de monnaie ne trouvaient plus preneurs et tout le monde en offrait ; pièce essentielle de la politique de crédit à court terme menée par le Contrôle Général, ils entraînaient dans leur chute tout le « Flottant » d'alors ; s'ils devaient tomber à néant, ce serait la faillite certaine et la capitulation devant les alliés. Car, moins encore qu'au début de la guerre, les ressources normales et même les affaires « extraordinaires » ne suffisaient aux dépenses royales.

« A quelques sommes près tirées d'affaires extraordinaires très ruineuses, de quelques restes d'impositions pas encore engagées..., écrit Forbonnais, (3) la guerre se faisait à crédit. « La guerre se faisait à crédit ». C'était

(1), (2) A. N. G. 7 1621.

(3) Op. cit. p. 169.

la vérité, malgré l'effort imposé aux contribuables, malgré le rétablissement de la capitation, malgré l'accroissement des « dons gratuits » demandés aux pays d'Etat et au Clergé, malgré l'augmentation des recettes, portées de 119 millions en 1683, 112 en 1700, à 145 millions en 1707 (1), c'était la vérité, malgré les 400 millions (2) tirés en sept ans de 1701 à 1708, des affaires extraordinaires, créations de rentes, rentes sur l'Hôtel de Ville, rentes sur le Clergé, créations de nouveaux offices, accroissement du prix de la « Finance » des anciens.

« Pourvu que le paiement fût reculé, tout moyen paraissait avantageux » (3).

L'augmentation des recettes n'était pas réelle ; le service des arrérages des rentes, le paiement des gages des offices les « chargeaient de près de moitié ». Le revenu net, « les parties du Trésor Royal » tombaient ainsi de 112 millions à 60 millions en 1700, de 145 millions à 82 millions en 1707 (4).

« La difficulté, la lenteur du recouvrement » empêchaient de payer en leur temps les assignations tirées sur les revenus disponibles. La pratique « des doubles assignations et fréquentes réassignations » sur une même recette » avait altéré la confiance » (5).

Au bénéfice momentané tiré des affaires extraordinaires, correspondait une augmentation constante des char-

(1) C. G., T. II appendice p. 603.

(2), (3) Forbonnais II p. 165.

(4) C. G., T. II appendice p. 603.

(5) Mallet Comptes Rendus de l'Administration des Finances du Royaume de France p. 111 et suiv.

ges, sans parler de l'appauvrissement du public, pressuré par les traitants chargés de recouvrer ces affaires, sans parler des sommes importantes « remises en dehors » qu'ils coûtaient au Trésor et qui s'élevaient souvent, sous prétexte de commission, et malgré l'intervention expérimentée de Desmaretz, à plus du sixième des fonds obtenus.

De nombreux traités, d'ailleurs, « restaient sans exécution » ou « ne produisaient qu'une faible partie de leurs forfaits ». De sorte que les assignations qu'on n'en avait pas moins tirées sur ces traités « étaient devenues inutiles à ceux qui les avaient reçues pour les dépenses du service » (1).

A défaut de crédit, il eût fallu la paix. Mais sept années de luttes sévères, deux désastres, Hochstaedt, Ramillies avaient enlevé à Louis XIV le pouvoir de l'imposer. Contre l'Europe, la France ne défendait plus seulement la famille des Bourbons et leur royauté en Espagne ; elle défendait l'intégrité de son territoire. A grand peine, les armées royales faisaient face à l'ennemi sur tant de frontières.

Les coalisés, maîtres des Pays-Bas, préparaient par la Flandre l'invasion du royaume ; la Provence, Toulon, se dégageaient à peine de l'invasion austro-piémontaise et du bombardement anglo-hollandais. Les Anglais et les Portugais occupaient Barcelone, et le jeune roi Philippe V était incapable de défendre ses Etats sans le secours de la France.

(1) Mallet loc. cit.

« Les campagnes et les villes étaient dépeuplées, une grande quantité de terres en friche, la plupart des manufactures sans activité, par défaut de bras, par défaut de fonds, par défaut de débit de leurs ouvrages, le commerce extérieur annulé par la fermeture des mers, la marine militaire détruite » (1).

« Toutes les richesses du royaume étaient passées, ou dans les pays étrangers, ou entre les mains des partisans qui, après s'être engraisés du sang des peuples, tenaient leurs trésors renfermés, et n'en laissaient sortir qu'autant qu'il leur en fallait pour figurer d'une manière à effacer les premiers seigneurs du royaume et même les Princes. Les troupes n'étaient plus payées depuis longtemps ; les officiers et les soldats manquaient de tout » (2) on craignait leur désertion et les désordres qui s'en suivent. (3).

« Enfin, tous les papiers royaux, et les sommes considérables qui étaient dues aux différents entrepreneurs pour les années précédentes, avaient causé un si grand discrédit et rendu les espèces si rares, qu'il paraissait impossible de mettre les armées en campagne » (4).

Il était temps pour Chamillart de céder la place au successeur de son choix, s'il ne voulait pas qu'on le choisit sans lui.

Il était temps, pour Louis XIV d'appeler au Contrôle Général celui que l'opinion réclamait, qu'on croyait seul

(1) Montyon op. cit. p. 80.

(2) Déon de Beaumont op. cit. T. II p. 35.

(3) Lettre de l'Intendant Basville C. G., T. III.

(4) Mallet loc. cit.

capable de sauver la situation : Desmaretz. Car, chose curieuse, si nul n'ignorait la prépondérance de sa participation aux affaires, nul ne le rendait responsable de leur marche défectueuse, nul ne l'englobait dans la défaveur grandissante de Chamillart. Le témoignage de Déon de Beaumont (1) est significatif à cet égard : « Ce fut en vain que pour ramener le public, Monsieur de Chamillart avait voulu s'appuyer des lumières de Monsieur Desmaretz... les choses n'en allèrent pas mieux, et sans douter de la droiture et de l'habileté de Monsieur Desmaretz, on crut toujours qu'il ne serait pas assez maître de ses opérations, tant qu'il aurait un supérieur ».

De jour en jour il apparaissait comme le seul homme capable de porter remède à la crise économique, à la crise de confiance, à la crise de Trésorerie, qui paralysait le royaume. L'espoir fondé sur lui triomphait des antipathies et des souvenirs fâcheux. Peu de rivaux lui étaient opposés et assez faiblement ; s'ils avaient comme lui « l'amour de la gloire » (2) aucun n'avait son prestige, ni probablement sa valeur « sa persévérance infatigable dans le travail » (3) « sa grande fécondité d'expédients » (4) et l'héritage était trop dangereux. « Monsieur vous me rendez la vie, et moi je vous donne la mort », (5) lui disait Chamillart. Mais pareille responsabilité n'était pas pour l'empêcher de voir « les cieux ouverts » (6), ni pour fléchir « cette force d'idées et de

(1) Op. cit., T. II p. 35.

(2) Montyon op. cit. p. 84.

(3), (4) Montyon loc. cit.

(5) Annotateur du marquis des Sourches, mémoire T. XI p. 26.

(6) Saint Simon T. XV p. 374 et suiv.

caractère » (1) qui l'avait servi constamment aux jours les plus sombres.

« Poulié à force de bras et de besoins » (2) par Chamillart, prôné par les autres ministres, par le duc de Bourgogne, qui, si l'on en croit d'Argenson, serait allé en sa faveur jusqu'aux genoux de son grand-père, admis par Madame de Maintenon (elle remit à l'année suivante le soin d'établir Voysier, sa créature) il recueillit enfin au milieu des louanges unanimes (3) la succession dont vingt-cinq années d'attente opiniâtre n'avaient pu le lasser.

(1) Montyon loc. cit.

(2) Saint Simon loc. cit.

(3) M. de Boislisle a publié, dans son édition de Saint Simon, T quelques unes des nombreuses lettres de félicitations adressées à Desmaretz.

CHAPITRE III

Desmaretz au Contrôle Général. - Abandon des billets de monnaie - Projets de banque - Caisse de Régie - Affaires Extraordinaires.

Le 19 Février 1708, Louis XIV agréait la démission de Chamillart et acceptait de lui donner Desmaretz comme successeur. Le lendemain, à l'issue de la messe, ils étaient l'un et l'autre introduits dans le Cabinet Royal à Marly :

« Le Roi consumma l'affaire », raconte Saint-Simon, (1) « et prévint Desmaretz en lui expliquant lui-même l'état déplorable de ses finances, tant pour lui faire voir qu'il savait tout, que pour lui épargner peut-être l'embarras de lui en rendre un compte exact, comme cela ne se pouvait éviter à l'entrée d'une administration ; le roi ajouta que, les choses en cet état, il serait très obligé à Desmaretz s'il y pouvait trouver quelque remède et point du tout surpris si tout continuait d'aller de mal en pis ; ce qu'il assaisonna de toutes les grâces dont il avait

(1) T. XV p. 378.

coutume de flatter ses nouveaux ministres en les installant ».

Le pessimisme du Roi n'était pas excessif. Desmaretz était associé de trop près à l'administration de Chamillart pour l'ignorer. « Cette affreuse situation m'était assez connue » reconnâtra-t-il plus tard.

Desmaretz entra aussitôt en fonctions. La crise de la Trésorerie était ouverte. Le bilan qu'il eut soin d'établir pour « reconnaître les dettes de l'Etat et les papiers qui étaient décrédités, » en fournit d'ailleurs une démonstration éloquente : (1)

Il était dû au public au 20 Février 1708 :

Pour les nouveaux billets de monnaie réformés en 1707	72.000.000
Billets de monnaie convertis en billets des fermiers généraux, des fermes unies et des receveurs généraux des finances payables en cinq ans	54.435.825
Anciens billets de monnaie, non réformés, gardés par ordre dans les caisses de la Trésorerie dont il fallait faire le fonds	9.570 248
Billets des sous-fermiers, des aides, par forme de prêt	7 200 000
Promesses de la Caisse des Gabelles.....	60 453 760
Billets d'emprunt des Trésoreries de l'extraordinaire des guerres et des adjoints qui leur avaient été donnés pour soutenir les dépenses de leur exercice des années 1706 et 1707.....	61.705.827
Intérêts échus de ces différentes parties.....	27.991.665
Il était dû aux trésoriers de toute nature pour ordonnances et états non acquittés.....	102.366.833
Il avait été consommé par avance sur les revenus de	

(1) Compte Rendu au Régent,

1708 pour les dépenses de 1706 et 1707	54.833.833
Plus sur les années 1709, 1710, 1711, 1712	14.286.670
Emprunt fait à Gènes.....	2.000.000
Il était dû au Sieur Bernard pour avances faites pour les troupes, pour lesquelles il lui avait été donné des billets des trésoriers de l'extraordinaire des guerres, qu'il a fallu remplacer	11.000.000
Aux frères Hogguer, pour les avances faites pour l'armée d'Italie, plus de.....	5.000.000
	482.844.661

Ainsi la seule Dette Flottante dépassait 482 millions. Les revenus des années 1709, 1710, 1711, 1712, étaient déjà entamés jusqu'à concurrence de 14 millions. Plus de 102 millions d'ordonnances de paiement n'avaient pas été acquittés : Déplorable carence !, et qui n'incitait que trop les comptables aux spéculations illicites sur les deniers du Roi.

Les billets constituaient un arriéré de plus de 293 millions : Desmaretz n'en décompte pas moins de sept espèces, les uns émis soit directement par l'Etat (billets de monnaie réformés et non réformés), soit indirectement par les Caisses de ses comptables, Trésoriers (Billets des Trésoreries de l'extraordinaire des guerres) Receveurs (Billets des Receveurs Généraux) Fermiers (Billets des Fermiers Généraux, billets des sous-fermiers, promesses de la Caisse des Gabelles). Et il en existait d'autres, tels les billets des Galères, tels les billets que les « intéressés aux affaires du Roi » étaient autorisés à émettre sur la garantie de leurs traites.

En face de ce « Flottant » énorme, quelles étaient les ressources ?

Les revenus étaient plus réduits que jamais : réduits de 120 millions à 46 millions par les charges (1) à 20 millions à peine, par des « anticipations », par ce qui était consommé d'avance (2).

Les affaires extraordinaires étaient épuisées.

Or, on prévoyait, pour 1708, une dépense de 200 millions (3). On avait 20 millions, c'était encore 180 millions à trouver.

« Ce simple détail » écrira plus tard Mallet (4), un des premiers commis de Desmaretz, « fait assez connaître que l'Etat n'avait jamais été dans des engagements si considérables envers le public, si arriéré pour le paiement de ses dépenses, ni avec aussi peu de fonds pour y satisfaire ».

Desmaretz sut alors donner au public le gage de sa confiance.

Il oubliâ les irritations partagées avec Chamillart, renonça au système autoritaire que lui avait mal conseillé son humeur naturelle, et, aussitôt ministre, le 25 Février 1708 (5), il prit la mesure libérale que voulaient les gros banquiers, les Samuel Bernard, les Miotte, les Bourvalais (6), de toute la force de leurs millions prêtés (on devait 11 millions à Bernard), et qu'attendait le pays

(1) Forbonnais II p. 188.

(2), (3) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(4) *Op. cit.*

(5) Desmaretz, *Compte Rendu*. Desmaretz dit le 27 Février, mais les documents des Archives sur l'année 1708 disent 25 Février. A. N., G. 7 1621.

(6) A. N., G. 7 1621.

entier : le rétablissement de la liberté de stipulation. La déclaration d'Octobre 1707 était rapportée, les billets de monnaie cessaient d'avoir cours forcé, la volonté des parties pourrait désormais les exclure des transactions.

Ce don de joyeux avènement, tout inévitable qu'il apparût, était de politique avisée. Desmaretz abandonnait les errements passés, en rejetait la responsabilité et inaugurait de nouvelles méthodes. A parler franc, c'était une reculade, mais on voulut y voir une innovation, et la déclaration du 25 Février fut accueillie par un soupir général de soulagement « par la joie infinie des gros marchands ». (1).

L'effet fut immédiat. La perte sur les billets de monnaie diminua sensiblement.

En même temps, Desmaretz fit annoncer à plusieurs reprises, des diminutions d'espèces, pour décourager les thésauriseurs (2). On revit de l'argent en circulation. La crise monétaire tendait à s'apaiser. A l'égard des billets, le Contrôle Général cessait d'accumuler arrêts et déclarations trop souvent inefficaces. Et l'année 1708 devait s'achever sans qu'on prît de nouvelles mesures.

Si à ce moment Desmaretz avait pu réserver un fonds certain pour le paiement des intérêts et l'amortissement la question eût peut-être été enfin résolue.

Mais ce n'était qu'une accalmie « La liberté des stipulations avait certainement diminué le mal, mais elle

(1) C. G., T. III n° 3.

(2) C. G., T. III n° 277.

ne l'avait pas détruit. » (1). D'aigu, il était devenu chronique.

On continuait à ne pas payer les intérêts ou à les payer si irrégulièrement, que mieux eut valu, et c'était l'avis de quelques-uns, (2), en décider la suppression. Les « certificats d'intérêts » qu'on délivrait, faute d'intérêts véritables, avaient cours légal et alourdissaient d'autant la circulation fiduciaire. L'usure sévissait toujours, malgré l'activité des poursuites menées par d'Argenson (3). Tout le monde spéculait. Les banquiers les mieux accrédités auprès du Trésor, les comptables les plus haut placés donnaient l'exemple d'un agiotage éhonté. Crozat, Trésorier des Etats du Languedoc, faisait ouvertement le quart de ses paiements au Trésor Royal en billets de monnaie, alors qu'il percevait en argent tous les revenus de la province (4).

Les contribuables, dont la misère était grande, demandaient instamment qu'on élevât du quart au tiers la quotité des billets admis au paiement des impôts (5).

Le mal profond : la détresse de l'Etat, les engagements qu'il avait souscrits et dont il ne pouvait s'acquitter, les revers militaires (défaite d'Oudenarde, chute de Lille) les dépenses démesurées (près de 230 millions) (6) dépassant les prévisions de plus de 30 millions, les recettes engagées pour les cinq sixièmes ne produisant pas la

(1) Lettre du Prévôt des marchands de Lyon C. G., T. III n° 16.

(2) A. N., G. 7 1921. MM. Miotte et Bourvalais par ex.

(3) C. G., T. III n° 770, 964, 1393.

(4) Lettre de l'Intendant Basville id. n° 40.

(5) C. G., T. III n° 345.

(6) Desmaretz, Compte Rendu au Régent.

dixième partie des fonds nécessaires, tout pesait sur la situation et exigeait des solutions draconiennes :

Desmaretz n'hésita pas. Il décida qu'on ne paierait pas les assignations arrivant à échéance et qu'elles seraient reportées à l'année suivante (1). Il couvrit cette mesure forcée, cette banqueroute partielle, d'un habile prétexte : l'assainissement des procédés de régie financière, la régénération administrative. Il fallait, disait-il « frapper un coup décisif » « ordonner que le produit des revenus de Sa Majesté fut directement porté à la Caisse du Trésor Royal ; ainsi elle retrouverait un crédit éteint depuis longtemps » et plus que jamais nécessaire ; ainsi cesseraient les abus que la multitude des agents de finances perpétrait sur le dos des contribuables ; mais cette réforme n'était possible qu'en libérant les fonds de l'année 1708. On applaudit. Au nom de l'ordre et de l'économie, et maniant adroitement la menace d'un paiement en monnaie faible, Desmaretz persuada aux porteurs d'assignations de ne pas insister et de se laisser réassigner sur 1709. L'opération libéra 50 millions. Ce fut là « le coup décisif » ; l'autre, le projet de centralisation des recettes au Trésor Royal resta sur le papier. On devait y revenir plus tard et sans plus de succès (2), « Ceux qui avaient pris des engagements pour le service continuèrent d' « essayer de longs retardements, de se

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2) En 1710. Un projet de régie du Trésor Royal, tendant dans ses grandes lignes à la centralisation des Recettes et des Dépenses et au contrôle mensuel des comptabilités locales, fut élaboré et discuté, mais il n'eut pas de suite, ainsi qu'il appert du silence des documents ultérieurs, C. C. G., III p. 608.

voir priver par les mauvaises difficultés des comptables, d'une partie de leurs intérêts » (1).

L'audacieux report des assignations dégagea la Trésorerie. Desmaretz gagnait du temps. Il parvint même à négocier près de dix millions d'assignations nouvelles sur des années éloignées, 1714, 1715, 1716 (1 bis).

Il trouva, d'autre part, auprès des traitants l'appui sur lequel il comptait. Il leur laissa espérer des gains encore plus considérables qu'avec ses prédécesseurs (2), leur promettant de ne jamais leur manquer de parole (3). Les traitants le crurent d'autant mieux qu'il avait déjà eu l'occasion de s'exprimer sur l'utilité des bonnes relations à entretenir avec eux, (4) et ils apportèrent au Roi les millions dont il avait besoin. Le Roi, lui-même, n'hésita pas à les flatter, à leur accorder en la personne du fameux banquier Bernard, l'insigne honneur de sa promenade (5). Avait-il vraiment l'intention de leur « couper la bourse » (6) et Desmaretz se réservait-il à part lui de leur « faire rendre un jour partie de leurs brigandages » (7). Peut-être, mais pour l'heure, il s'agissait d'abord de leur montrer bon visage.

Ils passèrent avec le Contrôle Général pour 55 millions et plus, de traités d'affaires extraordinaires : nouveaux sols pour livre, sur divers droits dont ils ache-

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(1 bis) Forbonnais, *loc. cit.*

(2) Abbé de Saint Pierre, *Annales Politiques*.

(3) Les correspondants de la marquise de Balleroy par Ed. de Barthélemy, T. I, p. 29.

(4) Voir p. 14.

(5) Saint Simon T. XVI, p. 34 et s. La savoureuse anecdote est bien connue.

(6) Saint Simon *loc. cit.*

(7) Abbé de Saint Pierre *op. cit.*, *loc. cit.*

taient le bénéfice pour un certain nombre d'années ; nouveaux offices dont ils avançaient la « finance » en attendant de leur trouver acquéreurs ; aliénation de capitation dans les pays d'Etats ou d'élections pour des durées variables, dont ils avançaient le produit. (1).

On revit les beaux jours des offices fantaisistes, des jurés-perruquiers » des « jurés crieurs d'enterrement » du temps de Pontchartrain (2).

A ces expédients traditionnels, Desmaretz adjoignit le non moins traditionnel expédient des émissions de rentes et celui, très voisin, des « augmentations de gages » de divers officiers ; c'était, en somme, des contrats de rentes forcés, réservés aux seuls officiers : en échange d'un supplément de « finance », ceux-ci recevaient des gages accrus.

Par quatre édits, il créa 2.100.000 de rentes sur l'Hôtel-de-Ville, suivant diverses modalités : au denier 16, avec faculté d'échanger les anciennes rentes moins avantageuses sur le pied du capital, au denier 18 ; en rentes mixtes, moitié perpétuelles au denier 20, moitié viagères au denier 10 ; au denier 20 avec exemption de capitation (3). Ces taux d'intérêt étaient relativement avantageux (6 à 7 %) pour le Roi.

Le peuple, déjà rentier incorrigible, malgré ses déboires si fréquents depuis les premières rentes de François I^{er}, souscrivit sans difficulté. Les émissions pro-

(1) Forbonnais T. II p. 183 et s. Les rachats de capitation produisirent près de sept millions.

(2) On vendit aussi des charges de « jurés baigneurs », de « jurés étuvistes », A. N., G. 7, 721.

(3) Vührer op. cit. p 167 et suiv.

duisirent 33 millions. On tira 11 millions des augmentations de gages (1).

Ainsi parvint Desmaretz au terme de l'année 1708. Plus tard, il ne dissimulait pas au Régent sa fierté d'avoir réussi : ce redressement « étonna les ennemis de la France, qui étaient persuadés que les finances étaient abandonnées comme insoutenables » (2).

Mais que ferait-on en 1709 ? Desmaretz n'allait-il pas perdre l'avantage d'un prestige si difficile à soutenir en pareilles circonstances ? Où trouverait-il encore les millions nécessaires aux armées ? Le problème de la circulation fiduciaire avait vite repris sa première acuité. Les affaires périllicitaient dans une nouvelle confusion (3). Tous les jours Desmaretz recevait des plaintes et des propositions, reflets exacts du malaise public. L'examen attentif qu'il ordonnait de réserver à ces intarissables suggestions (4) dit assez son inquiétude et la carence de moyens ou d'expédients où le Contrôle Général était vite retombé.

Déflationnistes et inflationnistes, adversaires et partisans de la circulation fiduciaire, s'évertuaient à prouver l'excellence de leurs systèmes. Lyon restait le plus ardent foyer d'opposition. L'intendant Trudaine ne cessait de demander l'extinction des billets de monnaie : il cherchait dans la consolidation et l'amortissement

(1) Forbonnais, op. cit., T. II, p. 188 et Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2), (3) *Compte Rendu au Régent*.

(4) A. N., G. 7, 712 à 722. Elles sont des plus diverses, fantaisistes ou sérieuses. Les plus autorisées, les plus intéressantes sont souvent annotées de la main de Desmaretz, sur un ton d'ailleurs vite hargnieux, lorsqu'on se permet une critique, et plusieurs sont rapportées au Conseil.

les moyens d'y parvenir (1). A la fin de 1707, on avait songé quelque temps à en charger les provinces et les principales villes (2). Certains proposaient un emprunt forcé sur les communautés et sur les offices (3).

Au début de 1708, le banquier lyonnais Ollivier propose le premier de consacrer au remboursement des billets le bénéfice d'une vaste mutation monétaire (4). Pour suivre cette suggestion, la réserve d'or nécessaire aux opérations de la refonte manquait, et surtout Desmaretz était absorbé par un autre projet. Il était assiégé par des gens qui prônaient l'établissement d'une Banque d'Etat. On lui citait les exemples de la Hollande et de l'Angleterre. L'idée, que déjà méditait Law tout en cherchant fortune dans les cours d'Europe, avait été lancée sous Chamillart (5) ; on ne s'y était pas arrêté... Desmaretz avait continué la politique des billets de monnaie. L'idée avait mûri depuis. La situation s'était aggravée. Pourquoi ne pas tenter une expérience qui avait réussi ailleurs ? Les financiers les plus influents s'étaient emparés de la thèse et Samuel Bernard intriguait au premier rang (6).

Les uns, en établissant une « Banque Générale », « une Banque de France » se proposaient seulement de « remettre l'argent du royaume en mouvement », de rétablir la confiance, le commerce, la facilité des échanges et des paiements, grâce à une nouvelle masse de billets soli-

(1) C. G., T. II n° 1358.

(2), (3), (4) A. N., G. 7, 710 et 1621.

(5) Voir p. 30.

(6) Il jouissait d'un grand crédit auprès de Desmaretz. Sa correspondance avec le Contrôle Général, déjà citée, en fait foi. Il poussait à la banque dès 1706.

dement garantis. Ce sont les directives très purement inflationnistes du projet Péliissier (1). Le succès des billets de la Banque résulterait du crédit de « quarante des plus riches fermiers généraux, marchands, banquiers, gens d'affaires et généralement personnes assurées » qui seraient chargés de la banque, et de l'appas que la loterie mensuelle, tenant lieu de paiement d'intérêts, offrirait au public.

Les autres, Bernard, Prondre, Crozat, espéraient en outre éteindre tout ou partie des effets royaux discrédités et particulièrement les billets de monnaie en leur substituant le crédit neuf des billets de la banque. Depuis plusieurs mois, Bernard pressait Desmaretz d'adopter son projet. Desmaretz était sur le point de se rendre. En Janvier 1709 « la banque paraissait chose faite ». Mais elle avait de véhéments adversaires. Trudaine, évidemment inquiet de l'accueil fort douteux, qu'elle trouverait auprès de ses administrés, écrivait longuement ses appréhensions au Ministre (2).

Afin d'éteindre une partie des billets de monnaie, la Banque devait émettre pour 20 millions de billets de 100 livres qu'elle s'engageait à rembourser à la volonté du porteur moyennant une retenue de 5 %. Qui ne s'empressera, objecte Trudaine, de changer ses billets de monnaie contre des billets de banque pour aller aussitôt « du même pas » se les faire rembourser en espèces. Pouvait-on attendre des étrangers une autre attitude ?

(1) Projets de Banque C. G., T. III Appendice.

(2) C. C. G., T. III n° 277.

Les prévisions de Trudaine semblent fondées. L'étranger guettait, sans aucun doute, l'occasion de se débarrasser des quelques vingt millions de billets de monnaie dont il s'était laissé envahir ; il n'y avait pas lieu d'espérer, tant à cause de ses sentiments d'hostilité, que de son mépris pour nos finances, qu'il consentît à prendre les nouveaux billets de banque pour autre chose que des « papillotes. »

Quant au système de la loterie qu'on veut substituer à la modalité de l'intérêt fixe et annuel, Trudaine le trouve puéril : « Quand vous le feriez tirer par un ange du ciel, écrit-il, personne n'ajoutera foi à sa fidélité... » « Le plus grand nombre des billets de banque étant dans les caisses des trésoriers ou dans les mains du Roi, » il y aurait lieu de croire que le Roi (ou les trésoriers) pourrait souvent profiter d'une partie de ces lots ; « Il serait bien préférable d'affecter l'argent de la loterie à l'amortissement des billets de la Banque. Enfin, et Trudaine touche le point sensible, « on veut faire croire que ces billets représentent un engagement de particuliers, mais, au fond, c'est toujours le roi qui les doit. »

Desmaretz se laissa ébranler. Le projet fut ajourné (Conseil des Finances du 4 Février 1709). Mais, outre que la Banque n'était pas définitivement enterrée, qu'on en devait reprendre de plus belle la discussion, quelques mois plus tard, son existence virtuelle avait suffi à troubler les esprits et à ralentir la marche des affaires.

Les billets de monnaie avaient d'abord regagné jusqu'à

plus de 75, 80 % de leur valeur (1) : on comptait sur le « débouchement » de la banque, et les « intéressés à la Banque », Bernard surtout, les stockaient par millions. Une nuée de gens à tout faire s'improvisaient vendeurs : « j'en connais qui sont des va-nu-pieds, disait Trudaine ». Puis l'optimisme tomba. Ces gros achats causèrent de la méfiance. Ils devaient sûrement cacher quelque nouveau projet de cours forcé dont les accapareurs bénéficieraient. D'autre part, le bruit se confirmait d'une prochaine augmentation de monnaie. N'y préludait-on pas, comme d'habitude, par une diminution (Janvier 1709) ? Desmaretz avait beau accuser « les gens ignorants ou mal intentionnés » de répandre « une si mauvaise opinion ; » (2) les démentis officiels ne trompaient personne. A la fin de Janvier « toute circulation était arrêtée. « Les négociations suspendues, à Rouen, les bourses fermées, les marchés contremandés. « On ne trouvait plus d'argent à aucune condition ». (3) L'opinion, si versatile, s'était complètement retournée contre la Banque.

Dès que l'échec en fut connu, les opérations reprirent et naturellement la hausse artificielle des billets de monnaie s'effondra. Les places de Paris et de Lyon en furent « totalement dérangées. » (4). Bernard, qui s'était engagé pour dix-huit millions, fut brusquement acculé par ses créanciers. « Chancelant » pendant plusieurs

(1) C. G. III n° 277. Cf. aussi A. N., G. 7 1621.

(2), (3) C. C. G. III 277 n.

(4) id., 360.

mois (Avril à Octobre) il menaçait d'entraîner dans sa chute maints autres seigneurs de la finance. L'appui du Contrôleur Général le sauva (1). Mais l'intervention officielle, qui pouvait rétablir un homme, était impuissante à arrêter des répercussions insaisissables. Le trouble causé sur le marché ne pouvait disparaître ainsi.

Il fallait sortir de cette crise. Desmaretz se décida à entreprendre la mutation monétaire à laquelle il songeait depuis 1708 et dont il voulait appliquer le bénéfice à l'extinction des billets de monnaie. Il espérait ainsi ramener en France les espèces qui en étaient sorties. Sur ce point, l'expérience montra qu'il se trompait radicalement.

« Bonheur auquel on ne s'attendait pas » trente millions de matières d'or et d'argent venaient d'arriver de « la mer du Sud » sur les navires des marchands de Saint-Malo, Desmaretz en fit une réquisition plus ou moins déguisée, persuadant aux marchands de lui donner cet or, qui venait si bien à point, contre paiement moitié en espèces, moitié en assignations éloignées (2). Et aussitôt, il profita de cette abondance pour mener à bien son projet.

Sous le prétexte classique d'unifier et d'améliorer la frappe, et de parer au faux-monnayage, l'édit du 14 Mai (3) annonça la refonte et porta la valeur des louis d'or de 16 livres, 10 sols à 20 livres, et celle des écus d'argent de

(1) C. C. G. III 422

(2) Desmaretz, mémoire sur la situation présente, Janvier 1715. C. C. G., T. III Appendice.

(3) Boislisle éd. de Saint Simon, Appendice 3 du T. XVII p. 541 et suiv.

4 livres 8 sols à 5 livres, sans prescrire une augmentation de poids correspondante à l'augmentation de prix. Le même édit ordonna « qu'il serait reçu dans les hôtels des monnaies cinq sixièmes en espèces ou matières, et un sixième en billets de monnaie pour être le tout payé comptant en nouvelles espèces ».

Que valait l'opération ? Pour le Trésor elle était avantageuse : son bénéfice, grâce à la diminution de la valeur intrinsèque des espèces, dépassait, en effet, largement la perte qu'il s'engageait à subir en acceptant des billets de monnaie pour un sixième. Mais le bénéfice des particuliers n'était qu'un leurre. Que, par exemple, un particulier apportât 1.200 livres, dont 1.000 livres en vieux louis d'or et 200 livres en billets on lui rendait 1.200 livres en louis d'or neufs qui ne représentaient même pas, en or fin, la valeur des 1.000 livres en louis décriés. Il perdait donc non seulement un peu d'or, mais aussi la valeur totale de ses billets. Il ne pouvait même espérer que la valeur nominale de ses 1.200 livres demeurât longtemps intacte, car cette valeur nominale était trop artificiellement surhaussée pour se maintenir : l'expérience des mutations passées interdisait toute illusion à cet égard.

Suivant Forbonnais, il n'y eut que les « gens peu intelligents » pour croire l'opération profitable. Et, en effet, beaucoup ou bien gardèrent leurs vieilles espèces en attendant qu'on proportionnât leur valeur à celles des nouvelles ou bien les passèrent à l'étranger » (1), on

(1) Forbonnais T. II p. 203 et suiv.

encore aux faux-monnayeurs qui se chargeaient de la refonte à bien meilleur compte que le Trésor. Chamlay, un des conseillers les plus écoutés du Contrôle Général, ne se faisait pas faute d'en signaler l'inconvénient : « Ceux qui croient qu'on les augmentera (les vieilles espèces), les gardent pour le temps qu'elles vaudront d'avantage. Ceux qui s'imaginent qu'on les tiendra basses, les font porter à Genève ou ailleurs, où on les remarque et où on les reçoit à plus haut prix » (1). Ainsi, à ce point de vue, les prévisions de Desmaretz se trouvèrent déjouées. Loin de ramener l'argent en France, l'arrêt du 14 Mars en favorisa l'évasion. Sur les six ou sept cent millions auxquels montait approximativement notre richesse métallique, il ne fut apporté aux monnaies qu'environ 215 millions (2). Soit qu'ils eussent passé la frontière, soit qu'ils eussent été « resserrés », ou faussement réformés, 400 millions au moins échappèrent à la refonte régulière.

Desmaretz se félicitait néanmoins de son initiative. Il prétendit avoir rétabli à ce moment la circulation et même l'abondance de la monnaie (3). Jusqu'à un certain point, sa prétention était justifiée : une partie du public, en effet, marquait un vif empressement à profiter des avantages apparents de l'arrêt : On se plaignit de la lenteur du Travail des Monnaies, on recherchait activement, on « surachetait » même les anciennes espèces pour grossir le plus possible la fraction des billets échan-

(1) A. N., G. 7 1622. Lettre de Chamlay.

(2) Suivant Forbonnais.

(3) C. G., T. III Appendice p. 619.

geables contre de nouvelles espèces (1). Ce succès n'était qu'apparent. La circulation monétaire, ranimée par ces trafics, était passagère, factice, limitée. Forbonnais a vu juste. Seuls, les gens peu éclairés, ceux qui ne pouvaient attendre des temps meilleurs et garder leur argent inactif, ou ceux qui n'osaient pas recourir aux moyens frauduleux, répondirent aux espérances de Desmaretz. Les autres se déroberent et c'était les plus gros porteurs.

Desmaretz se vit rapidement aux prises avec les difficultés issues de la raréfaction des anciennes espèces et de l'incertitude où l'on était de leur valeur. Il se trouvait en face d'une inquiétante alternative. Abaisser le taux nominal des anciennes espèces, c'était en accroître la valeur intrinsèque, on continuerait à les porter aux Monnaies et le Trésor aurait tout à y gagner ; mais celles qu'on n'y porterait pas ? Le risque n'existait-il pas qu'on les resserrât bien davantage ? Par contre, la valeur nominale des anciennes espèces ne pouvait être haussée sans une diminution de leur valeur intrinsèque. Et, alors, on les verrait bien reparaître sur le marché, mais aux dépens du Trésor ; ainsi serait contrariée l'extinction des billets de monnaie, but principal de ses efforts.

Desmaretz hésita. Le second parti lui était conseillé par maints bons esprits, tel Chanlay. Mais, à ses yeux, le danger le plus pressant était de laisser dans le public

(1) C. G., T. III n° 627,

une masse importante de billets. En dépit de l'arrêt du 14 Mars, qui devait en dégager la place, une quarantaine de millions seulement avait été retirée. Cent millions restaient. Il se décida pour l'abaissement du taux des anciennes espèces ; en octobre, il poussait, encore, la diminution des anciens Louis d'Or jusqu'à 12 livres 10 sols (1).

Cette politique est discutable. La compression sincère, réelle, de la Dette Flottante, substratum essentiel des finances de guerre, était-elle possible ? N'était-elle pas, tout au moins, prématurée. Quand il s'agissait des effets royaux en général, et non particulièrement des billets de monnaie, le Trésor se faisait presque un système, tant était grande sa pénurie, d'en différer les paiements. On l'a vu à l'égard des assignations de 1708 reportées sur 1709. On le reverra à l'égard des assignations de 1710. De même, en janvier 1709, on avait reporté à un an les 6 millions du bail des Fermiers Isambert (2). De même, en Décembre, on recula d'un an le remboursement des billets des Fermiers et Receveurs Généraux (3), dont une partie seulement avait été convertie en rentes sur l'Hôtel-de-Ville. De même pendant plusieurs mois, de février à octobre 1709, la vieille caisse des Emprunts ferma ses guichets, suspendit ses paiements (4).

Dès lors, sans parler de la tromperie dans l'opération elle-même, n'était-ce pas de l'incohérence que de choisir un tel moment pour rembourser les billets de monnaie malgré la demi-illusion de leur remboursement.

(1) Forbonnais op. cit. T. II, p. 207.

(2) A. N., A. D. IX, 79.

(3) id. ces billets devaient finalement être consolidés l'année suivante.

(4) Forbonnais op. cit. T. II p. 219.

D'autres mesures ne s'offraient-elles pas. Ne pouvait-on éviter l'aléa d'une mutation monétaire ? N'eût-il pas été, par exemple, plus rationnel, sans être en définitive plus coûteux de consacrer quelques-uns des millions du Pérou à des mesures d'assainissement général, tels que paiement des intérêts arriérés et constitution d'un fonds d'amortissement annuel, tant pour les billets de monnaie que pour les autres effets.

Etait-ce là l'aboutissement de tant d'efforts pour conserver aux billets un crédit si précieux à l'Etat et qui, à l'origine, avait tant effrayé les ennemis de la France.

Ils « les avaient regardés comme une source intarissable et comme un moyen de leur faire la guerre pendant cent ans » (1). Après les avoir occupés si « agréablement » « de ses manèges sur les billets de monnaie », le contrôle général n'avouait-il pas son impuissance par ses tentatives de suppression ?

Les Hollandais « en marchands qui savent chiffrer » assuraient que cinq ou six millions de remboursements en espèces pour chaque année, suffiraient à « en épargner 30 que les usuriers et le change « nous » mangeaient dans le même temps » (2).

Desmaretz ne partageait pas la belle et méprisante certitude des riches parvenus de Rotterdam et d'Amsterdam, et quelle que put être la répercussion extérieure il se décida pour le parti qui, vraisemblablement, à ses yeux, pouvait le mieux rassurer le pays.

(1), (2) Lettres d'un correspondant Hollandais du Contrôle général. A. N. G. 7, 1620.

Des mesures théoriquement meilleures, ne se fussent peut-être pas montrées plus efficaces. Était-il encore temps de réparer les fautes passées ? La méfiance publique ne paraissait-elle pas décidée à ne faire aucun cas des efforts les plus intelligents ? Desmaretz n'avait pas choisi l'expédient de la mutation monétaire sans avoir attentivement tâté l'opinion et conféré avec son entourage. Sans doute espérait-il que la formule claire d'un remboursement, qui avait toutes les apparences de la réalité et qui portait sur le plus publiquement nuisible des papiers royaux, frapperait davantage les esprits que l'application des remèdes auxquels on ne croyait plus.

Quoiqu'il en soit, on retira de la circulation une partie des billets de monnaie avec les anciennes espèces jusqu'à la fin de l'année 1709. A partir de décembre et bien que les Hôtels des Monnaies ne cessassent point de prendre ce qu'on continuait de leur apporter, la grande mutation monétaire du 14 mars était pratiquement terminée. Ce mois de décembre, en effet, Desmaretz, malgré son désir de tenir basses les anciennes espèces pour favoriser la refonte et l'extinction des billets de monnaie, dû céder devant la nécessité de rétablir si possible la circulation de l'argent de nouveau arrêté, annuler l'arrêt de diminution du mois d'octobre qui n'avait qu'aggravé les choses, et ramener les anciens louis d'or de 12 livres 10 sols à 13 livres 10 sols. (1).

43 millions de billets avaient été annulés et la refonte

(1) Forbonnais op. cit. p. 207.

avait produit 11 millions et demi au Trésor (1). Sans l'allègement apporté à la circulation fiduciaire, le résultat eût été bien mince ; il ne compensait pas à coup sûr la perte subie par l'économie nationale, l'évasion des espèces à l'étranger, le ralentissement des affaires, la hausse des prix. Et le vieil expédient de la fausse monnaie d'Etat n'évitait pas même au Contrôle Général la triste nécessité de recourir aux autres expédients habituels. Pour 1709, les revenus ordinaires ne produisirent que 38 millions (2). On négocia pour près de 53 millions d'assignations sur les revenus futurs jusqu'à et y compris ceux de l'année 1717. On émit 2.800.000 livres de rentes nouvelles au capital de 53 millions (3), partie au denier 20 avec exemption de capitation, partie « en rentes viagères avec accroissement pour une nouvelle Tontine » avec faculté de souscrire partiellement en billets de monnaie (4) (mai 1709) ; on fit de nouvelles et très importantes aliénations de droits et impositions ; aliénations des domaines et de la ferme, du contrôle des actes, rachats de capitation par divers particuliers et surtout par le clergé (24 millions) rachat du « prêt et annuel » ; on augmenta à nouveau les gages des offices ; on fit divers traités d'affaires extraordinaires. Le tout, recouvré d'ailleurs seulement en partie en 1709, produisit près de 101 millions (5).

(1) Desmaretz, mémoire sur la situation présente, Janvier 1715, C. G., T. III. Appendice, et Compte Rendu au Régent.

(2) Desmaretz, Compte Rendu.

(3) Vührer op. cit., p. 127 et suiv.

(4) Isambert, Recueil des anciennes lois françaises, T. 20, p. 540.

(5) Desmaretz, Compte Rendu.

Enfin, « on demanda plusieurs avances » après tant d'autres, aux fermiers (des postes et du tabac) ainsi qu' « aux banquiers et traitants ». Ils prêtèrent encore 7 millions $\frac{1}{2}$ (1). Ces généreux secours leur rapportaient gros. C'étaient les puissants d'aujourd'hui. Ils édifiaient des fortunes avec l'argent du peuple sur les ruines de l'Etat. Moqués à la scène, « Turcaret » pour toujours, — la pièce de Lesage est de 1709 — ils n'en continuaient pas moins leurs abus sous le couvert de l'entente cordiale que le Contrôleur Général avait conclu avec eux l'année précédente, lors de son entrée en fonctions.

Cependant « l'hiver avait été terrible ». Une gelée de deux mois tua les arbres fruitiers « et plusieurs autres forts durs », la mer gela « à porter » le long des côtes(2). Les récoltes furent très mauvaises, on spécula sur les blés chers. Pour les troupes et pour Paris, Desmaretz outre les gros achats qu'il passa à l'étranger, dut en faire réquisitionner à l'intérieur des masses énormes, « cinq cent cinquante sept mille neuf cent sacs de grains à 30 et 40 livres le sac (3), on crut que ces réquisitions qu'il n'avait pu tenir cachées avaient pour but la spéculation, (en réalité la dépense des vivres coûta 45 millions) il y eut des séditions, il fallut réglementer les ventes, on pensa même, — déjà —, à décréter le « maximum » (4).

Les peuples cessaient de payer la taille et la capitation ;

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2) Saint Simon, T. XVIII p. 195.

(3) *Compte Rendu au Régent*.

(4) Boislisle éd. de Saint Simon, t. XVII, p. 198, note 6.

« ils n'achetaient plus de sel, ils ne buvaient plus de vin ». (1). Les fermes tombaient.

Cependant le Roi et les « meilleures têtes de la Cour » donnaient assez vainement (le produit fut d'un million et dema à peine) pour la guerre leur vaisselles d'or et d'argent et « se mettaient en faïence » (2). L'invasion étrangère s'étendait, malgré le carnage désespéré de Malplaquet ; Tournay avait dû se rendre avec sa garnison.

« Le malheureux état où était le royaume pendant l'année 1709 ne doit pas facilement s'effacer de la mémoire des hommes » devait écrire plus tard Desmaretz (3). Accablé, angoissé, il réclamait une « prompte paix ». (4). Au lieu de la paix, ce fut la guerre sans merci que lui rapportèrent de Hollande, Rouillé, Torcy après d'inutiles efforts, et ce furent les menaces d'une disgrâce que la Cour lui jeta au travers.

« Le Courtisan inquiet d'être mal payé me désigne un successeur » disait-il à Madame de Maintenon (5) en lui demandant ses conseils. L'Ambassadeur Amelot revenait d'Espagne avec la gloire d'y avoir restauré les finances. Desmaretz se crut « longtemps en l'air » (6). La faveur d'Amelot fut heureusement éphémère. Desmaretz resta en place ; il obtint même la confirmation de

(1) Desmaretz, mémoire au Roi, Août 1709. C. G., T. III. Appendice.

(2) Saint Simon, T. XVII, p. 412 et appendice de Boislisle. Desmaretz, *pa*, plus qu'en 1695 n'avait d'ailleurs crû à l'utilité de ce sacrifice. Cf. Saint Simons T. XVII, p. 408.

(3) Compte Rendu au Régent.

(4) Mémoire au Roi, 26 Août 1709, C. G. III, p. 603.

(5) C. G., III, Appendice, p. 602.

(6) Saint Simon, T. XVIII, p. 83.

son crédit auprès du Roi : il fut fait Ministre d'Etat (1).

Il ne se séparait plus de « ceux qui étaient dans les plus grands maniements et les mieux instruits dans le commerce de l'argent » (2). Dans l'épuisement général les donneurs d'avis avaient beau jeu : Remettez quelques millions de nouveaux billets en circulation, « puisqu'on n'a pas la paix et qu'il faut des fonds » conseillent-ils (3) avec simplicité et louable optimisme ; ou bien faites masse de tous les effets royaux, unifiez la circulation fiduciaire ; ou bien encore faites jouer en sous-main à la hausse des billets : quelques 300.000 livres y suffiraient et on verrait bientôt les billets regagner 30 ou 40 % de leur valeur (4).

Les partisans de la création d'une Banque reprirent espoir.

Samuel Bernard continuait d'affirmer qu'on ne pouvait « rien faire de mieux pour le bien de l'Etat et les intérêts du Roi ».

Est-ce au moment où on doit redoubler d'efforts pour continuer la Guerre, disaient les inflationnistes (5) promoteurs de la Banque, qu'il convient de diminuer de 72 millions par la suppression des billets de monnaie, la masse des finances dans le Royaume ? Il faut, au contraire, « travailler à l'augmenter ». Cette nécessité reconnue, quel moyen meilleur que l'établissement d'une Banque ?

(1) Soint-Simon, T. XVIII, p. 83.

(2) Lettre citée à M^{me} de Maintenon.

(3), (4) A. N. G. 7, 1622. Voir notamment la proposition Tessandier, qui fut discutée au Conseil des Finances sur la création d'une masse de manœuvre.

(5) A. N., G. 7, 716.

L'idée, limitée l'année précédente à la novation des seuls billets de monnaie, s'était enhardie. On proposait maintenant de charger la Banque de l'absorption progressive de tous les efforts royaux discrédités.

Etablie à Paris sur le modèle de celle d'Amsterdam elle serait la « caisse de tous les négociants et gens d'affaires », elle recevrait « les effets qui seraient à sa satisfaction » et elle les échangerait « contre ses propres billets » elle procurerait au Roi « de grandes épargnes » puisqu'en effet elle recevrait des assignations qui lui produiraient de l'argent, et qu'elle ne donnerait au public que son crédit, avec lequel il paierait » (1).

Comme l'année précédente, Desmaretz semblait favorable, mais, comme l'année précédente, l'opposition se récria hautement.

Pour les Annisson, les Mesnager, les Chauvin, véhéments représentants des jeunes chambres de commerce et rivaux, près du Pouvoir, du banquier Bernard dont ils redoutaient le succès, c'était folie de vouloir comparer « l'établissement frivole proposé qui ne recevait et ne donnerait que du papier notoirement discrédité » à une banque comme celle d'Amsterdam où seules les espèces courantes étaient admises, et encore sous déduction d'une escompte de 4 %. Blâmant l'obstination qu'on montrait aux « choses forcées », ils prédisaient si on établissait la Banque, la cessation totale des relations de confiance entre la capitale, la province et l'étranger, le

(1) Projets de Banque. C. G., T. III, Appendice.

discrédit accru de tous les effets royaux et enfin la pénurie d'argent monnayé (1). Les Receveurs Généraux, consultés, s'associèrent à ces critiques. N'était-il pas plus simple, croyaient-ils, de laisser les divers papiers royaux suivre leurs destinées respectives : extinction pour les billets de monnaie, consolidation en rentes et en augmentation de gages pour les billets de l'extraordinaire des Guerres ? Seuls, les billets des Fermiers et des Receveurs Généraux, et les promesses de la Caisse des Emprunts « cause principale de l'inquiétude du public » étaient si mal en point que l'aventure de la Banque ne pourrait leur être d'un grand risque, encore que la consolidation en rentes fut cependant préférable.

Les Chefs de service du Contrôle Général conclurent par un appel à la prudence. « La Banque ne fournissant ni argent, ni destination, ni sûreté, ne saurait convenir aux besoins ». Elle « n'est guère différente dans le principe et quant au but de celle qui fut heureusement refusée en 1708, mais le péril est plus grand, le décri des effets en cause plus absolu, et la situation présente des affaires est absolument opposée à ce risque » (2).

Desmaretz, évidemment influencé par Samuel Bernard qui veut la direction de la Banque, ne cède pas encore, mais il jette du lest. Il ramène le projet à de plus modestes proportions. Comme déjà en 1708, il ne lui demande plus que l'absorption des billets de monnaie.

Il déclare que seule la Banque pourrait soutenir effi-

(1), (2) id,

cacement ces maudits billets dont « la perte excessive » coûte au Roi des sommes immenses et « accablera tous les financiers ». Dans une Assemblée tenue chez Monsieur le Chancelier, une sorte de conseil extraordinaire des finances, on arrête les grandes lignes d'un édit en 16 articles qui établit la Banque et Samuel Bernard.

Les longues discussions des mois précédents et l'expérience acquise avaient fait inscrire le principe d'un plafond d'émission (72 millions), le principe du remboursement à vue (avec escompte de 5 %) et le système de la loterie mensuelle « à portes ouvertes » (1). Jamais la Banque n'avait été aussi près d'être réalisée. Mais jamais, aussi, les rivalités n'avaient été si marquées : Les députés du commerce jalousaient les banquiers, déjà internationaux, et plus encore Samuel Bernard, ce juif converti, cet étranger. Entrevoyaient-ils les dangers d'une main-mise économique, comme celle que Law faillit réaliser plus tard sur le commerce national ?

Ils appréhendaient donc la méfiance du public mal impressionné par la suspension de paiement, toute récente, de la Caisse des Emprunts. Au surplus, ils doutaient fort qu'on pût réunir les douze à quinze millions nécessaires à la sécurité de la Banque (2). Cette incertitude était justifiée, car « en attendant que les fonds destinés aux Directeurs fussent échus », le projet d'édit restait muet quant à la manière de financer les frais de premier établissement.

(1) id.

(2) A. N., G. 7, 716 et 718. (Projet de banque Le Barz).

Cette fois encore, l'opposition triompha.

Vainement les banquiers s'obstinèrent, répétant à Desmaretz (1) qu'il « ne risquait rien dans cet établissement que de procurer au Roi un grand secours pour la campagne prochaine » que, si la Banque échouait, « on n'en serait pas plus mal » vainement ils le mirent en garde contre le dénigrement systématique de la faction adverse, disant que, si sa Grandeur jugeait à propos de communiquer le projet « à des négociants », « il serait bon de leur faire entendre que ce n'est pas pour le contredire comme des avocats » (2).

L'édit ne parut pas. Desmaretz n'essaya pas d'imposer l'union nécessaire, mais alors impossible, et il renonça à porter Bernard au faite de sa fortune. La Banque ne devait voir le jour que huit ans plus tard avec le prestigieux Law, à l'aube des temps nouveaux issus de la Régence (3).

(1) A. N., G. 7, 716 et 718. (Projet de banque le Barz).

(2) Tel par exemple le remuant Mesnager, député du Commerce, de la faction adverse.

(3) On peut suivre l'évolution des esprits, en lisant les Procès-Verbaux du Conseil des Finances du 24 Octobre 1715 et du 1^{er} Mai 1716. En Octobre 1715, Samuel Bernard, qui a encore sur le cœur son échec de 1709, Anisson et quelques autres, consultés, font encore opposition. En Mai 1716, " tous Messieurs (du Conseil) ont été d'avis d'accepter ".

Ces Procès-Verbaux ont été publiés par M. de Boislisle en appendice au Tome XXX de son éd. de Saint Simon. Quant à Saint Simon, il fut toujours hostile à la Banque. Il le déclara tout net au Conseil de Régence : ... tout bon, que peut être cet établissement en soi, il ne pouvait l'être que dans une république, ou que dans une monarchie telle qu'est l'Angleterre, dont les finances se gouvernent absolument par ceux là seuls qui les fournissent, et qui n'en fournissent qu'autant et que comme il leur plaît ; mais, dans un Etat léger, changeant, plus qu'absolu, tel qu'est la France, la solidité y manquait nécessairement, par conséquent la confiance, au moins juste et sage, puisqu'un roi, et sous son nom, une maîtresse, un ministre, des favoris, plus encore d'extrêmes nécessités comme celles où le feu Roi se trouva dans les années 1707, 1708, 1709 et 1710, cent choses enfin pouvaient renverser la Banque, dont l'appât était trop grand et en même temps trop facile... » (éd. Chéruef, T. XI, p. 255). Et cette opinion qui n'eût certes pas été du goût de S. Bernard en 1710, paraît bien être la bonne.

Mais, tout en se refusant à créer la Banque, et au moment même qu'il s'y refusait, Desmaretz s'en inspira pour ses desseins.

Il lui fallait alors reprendre sa politique d'extinction des « papiers discrédités » puisqu'il renonçait à en chercher l'absorption par une combinaison bancaire et, cependant, il lui fallait obvier aux inconvénients d'une déflation fiduciaire générale toujours dangereuse pour une économie nationale longuement intoxiquée, obvier surtout aux impossibilités d'une déflation en temps de guerre, alors que le Trésor avait plus que jamais besoin de papier à court terme qui rendît immédiatement liquides ses créances futures sur le contribuable ou les traitants.

Desmaretz saura trouver le mécanisme nécessaire dans l'adaptation des principes centralisateurs et unificateurs de la Banque aux moyens financiers de l'heure et aux exigences des personnes.

Il fit appel au crédit des Receveurs Généraux des Finances.

Le 1^{er} Janvier 1710, il syndiqua douze des plus considérables d'entre eux, et il les chargea, en régie, et pour commencer, du recouvrement de 68 millions d'affaires extraordinaires ; « affaires » dont on avait décidé la création au cours des derniers mois et qui normalement eussent dû passer aux mains des publicains : Rachat du prêt et de l'annuel, un denier d'augmentation de remise aux receveurs généraux et aux receveurs des tailles, taxation ou augmentation de gages attribués à

tous les officiers comptables, aliénation ou engagement du contrôle des actes des Notaires, affranchissement de la capitation du clergé. Les Receveurs Généraux constituèrent une caisse alimentée ou au moins créditée par ces fonds et Desmaretz obtint d'eux qu'ils tirent sur la nouvelle caisse, ainsi garantie, des billets endossables pour le compte du Trésor Royal. Ce furent les billets de la Caisse de Régie ou Caisse Legendre, du nom de Receveur Général qui en eut la direction (1).

A la Banque, dont le projet avait été si près d'aboutir, la Caisse empruntait le principe d'une organisation autonome, distincte du Trésor, dirigée par un groupe de financiers connus, centralisatrice et canalisatrice d'un grand nombre de recettes et de dépenses, émettrice de billets.

La Caisse avait cette supériorité sur une Banque qu'elle utilisait des cadres existants et éprouvés, qu'elle ne bouleversait rien, qu'elle n'était pas livrée à l'omnipotence de banquiers dangereux pour le pouvoir, mais remise en régie à des puissances financières hiérarchisées dans l'Etat, à des financiers qui, sans être proprement de hauts fonctionnaires, étaient néanmoins pour une bonne partie de leur influence, sous l'autorité du Contrôleur Général (2).

(Elle avait cette autre supériorité que, dès son origine,

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2) Le Contrôleur général les tenait en ce sens que, traitants, fermiers généraux ou munitionnaires en même temps que Receveurs généraux, ils avaient intérêt à satisfaire le grand dispensateur des fructueux marchés, des lucratives "affaires extraordinaires".

les billets émis étaient garantis par des fonds considérables, à recouvrer directement par les Receveurs Généraux, c'est-à-dire avec la sympathie relative du public, heureux d'échapper aux traitants.

Enfin, aucune disposition réglementaire ne la gênait dans sa souplesse d'adaptation aux circonstances ; on ne prévoyait ni limitation quant à la nature et à l'importance des fonds appelés à la créditer, ni modalités quant aux billets à émettre.

En fait, on le verra, ces billets furent émis avec et sans intérêts ; les uns furent endossés par les Receveurs Généraux, donc garantis par les Recettes ordinaires, les autres, non endossés, et signés du Directeur Legendre seul, donc garantis seulement par les Recettes Extraordinaires confiées à la Caisse.

L'institution de la Caisse n'offrait pourtant pas que des avantages. Pourquoi ne pas l'avoir intégrée au Trésor Royal ?

C'est le reproche que Forbonnais adressera plus tard à la Caisse Commune des Recettes Générales (1).

Cette Caisse, écrit-il, « ne pourrait-elle pas former sans inconvénient une des caisses du Trésor Royal où l'on ne saurait montrer trop d'abondance ? Est-il bien nécessaire qu'il y ait des charges dont l'intérêt rapporte huit à dix % pendant la paix pour une régie fort simple, si la tenue des registres est dans un bel ordre ? » « Chaque particulier » assure notre auteur, renouvelant un argument déjà exprimé à propos de l'expérience malheu-

(1) Op. cit.

reuse des billets des Receveurs et Fermiers Généraux en 1706 « Chaque particulier en prêtant son argent à un Receveur Général quelque riche qu'il soit connaît très bien la nature de cet engagement et s'il n'avait point de confiance dans l'Etat, il ne prêterait pas... » A quoi sert, alors, l'intermédiaire ?

Ces objections renferment assurément une part de vérité. La combinaison de la Caisse ne présente pas cette belle netteté de principes à quoi se révèle le monument d'administration de grande époque. Les Receveurs Généraux n'étaient déjà que trop, dans la réalité, les banquiers du Trésor. Leur en donner le titre légal, la fonction officielle, c'était certainement pour le Contrôleur Général abdiquer partie de son indépendance et ébranler les bases de la hiérarchie administrative. Et d'autre part, peut-on ajouter, alimenter la Caisse de ressources aussi hétérogènes et aussi variables que « les affaires extraordinaires » c'était risquer de la voir bientôt considérée elle-même comme un pur expédient, sans solidité ni avenir.

Mais Desmaretz pouvait-il se passer du crédit des Receveurs Généraux, surtout après avoir refusé la collaboration des banquiers ? Pouvait-il espérer que l'administration des Recettes Ordinaires serait capable d'assurer par surcroît le recouvrement des ressources extraordinaires, alors qu'il en connaissait la « confusion » accrue depuis l'hiver de 1709 et contre laquelle il avait vainement essayé de remédier (1).

(1) Voir plus haut p. 54.

Avait-il voulu enfin faire œuvre durable ? Non point. La Caisse n'était pour lui, primitivement du moins, qu'un organisme de guerre, capable de suppléer au Trésor défaillant, de mobiliser au fur et à mesure des besoins les ressources extraordinaires, voire même ordinaires, trop lentes à rentrer, et l'essentiel était qu'elle durât jusqu'à la paix. Elle remplit cet espoir. « Elle a soutenu l'Etat jusqu'en Avril 1715 » écrira fièrement Desmaretz dans son Compte-rendu.

Dès le début, les Receveurs Généraux répondirent avec zèle à l'appel de Desmaretz. « Ils donnèrent en cette occasion des preuves de bonne volonté pour le service: Ils déclarèrent qu'en se chargeant de la régie des affaires extraordinaires ils ne prétendaient aucune remise, ni bénéfice, et se contenteraient des intérêts des avances qu'ils pourraient faire et qu'ils demandaient seulement que les frais du bureau de Paris et de ceux des provinces fussent payés par le Roi » (1).

La « nouvelle forme de régie » « prit d'autant plus de faveur que le public qui était fort rebuté des traitants vit que les recouvrements seraient faits sans frais et sans profit pour ceux qui en auraient la direction ». (2).

Sans modifier évidemment la nature des ressources qu'elle était chargée de centraliser — c'était toujours des aliénations de revenus, des émissions de rentes, des créations d'offices — elle permit d'en tirer davantage sans plus charger les peuples. En 1710, outre le recou-

(1), (2) Compte Rendu au Régent.

vement des 24 millions versés par le clergé en affranchissement de la capitation et des 16 millions produits par l'aliénation du Contrôle des actes dans les Provinces, elle facilita la répartition de 600.000 livres de rentes au denier 20 (capital 12 millions) entre les intéressés aux affaires depuis 1699, de 30.000 livres au denier 20 (capital 600.000 livres) entre les acquéreurs de lettres de noblesse, de 30.000 livres au denier 18 (capital 54.000 livres) entre les privilégiés des villes franches, de 600.000 livres de rentes au denier 20 sur aides et gabelles (capital 12 millions) entre tous souscripteurs (1).

Cependant, et bien qu'elle dût être désormais le principal soutien des opérations du Contrôle Général, la Caisse ne pouvait suffire à tout. On ne cessa pas de passer des traités de plusieurs millions avec l'habituelle clientèle des « intéressés aux affaires du Roi » de créer de cette façon pour plusieurs millions de nouveaux offices, d'aliéner pour plusieurs années la jouissance de divers droits et taxations pour plusieurs centaines de mille livres de rentes. (2).

La situation générale restait désastreuse.

Bien que la campagne de 1710 ne fut pas marquée par de grandes batailles, nos places fortes, Douay, Saint-Venant, Béthune, Aire, tombaient les unes après les autres aux mains de Marlborough et du Prince Eugène. De nouvelles tentatives pour signer la paix échouaient en Hollande et nos plénipotentiaires, le Maréchal d'Huxel-

(1) Forbonnais, *op. cit.*, T. II, p. 216 et suiv.

(2) Forbonnais en a donné le détail, *op. cit.*, loc. cit.

les, l'Abbé de Polignac, revenaient humiliés de Gertruydenberg. Les impôts rentraient de plus en plus mal. A la suite de l'hiver 1709, le Roi avait dû consentir à ses peuples des dégrèvements partiels (6 millions pour la taille) ; les charges réduisaient les revenus ordinaires à 36 millions. L'approvisionnement des troupes nécessitait à nouveau, en dépit de la cherté persistante, des achats, réquisitions de grains extrêmement onéreuses, — plus de 25 millions de livres pour 733.000 sacs, — qu'il faudrait déduire dans le recouvrement des tailles. On négociait encore jusqu'à 23 millions d'assignations nouvelles sur les revenus des années 1714, 1715 et 1716, déjà si lourdement engagés (1).

(1) Forbonnais, *op. cit.*, T. II, p. 200.

CHAPITRE IV

**Derniers efforts après l'échec des pourparlers
de paix de Gertruydenberg - Dixième -
Emprunts et conversions - Fin de la guerre -
Projets de redressement - Mort de Louis XIV
- Chute de Desmaretz - Liquidation de la
Dette.**

« La situation de l'Etat ne pouvait être plus pres-
« sante, l'épuisement total des ressources pratiqué dans
« les finances depuis 22 ans me faisait plus que jamais
« désespérer de le soutenir » (1).

« Dans cette extrémité », Desmaretz se résigna à tenter
ce qu'il avait jusqu'alors déconseillé, l'établissement d'un
nouvel impôt. Accoutumé aux méthodes empiriques im-
posées par une guerre continuelle, impitoyablement for-
mé à cette école d'opportunisme sans espoir, réaliste par
tempérament, instruit des difficultés rencontrées dans
le recouvrement des impôts existants, il ne s'était jamais
montré partisan de leur accroissement et il avait tou-
jours affirmé sa préférence pour les différentes formes

(1) Desmaretz, Compte Rendu au Régent.

d'emprunt que permettait l'entremise des banquiers et des gens d'affaires, (1).

Il connaissait pourtant mieux que personne tout ce qu'on pouvait arguer en faveur d'une imposition générale sur le revenu. Il en avait lui-même débattu les principes en tête à tête avec les plus ardents promoteurs : Boisguilbert, Vauban (2). Il avait lu les ouvrages passionnés de Boisguilbert « Le Détail de la France » (1695). « Le Factum de la France (1706) ou « Moyens très faciles de faire recevoir au Roi 80 millions par-dessus la capitation procurables par deux heures de travail de MM. les Ministres et un mois d'exécution de la part des peuples » et la fameuse Dîme Royale de Vauban (1699) (3). Il avait pesé les possibilités de supprimer radicalement la taille et la capitation pour leur substituer une dîme royale unique imposée aux terres et au commerce, et à l'industrie (Dîme Royale), ou encore (Boisguilbert) de remplacer la capitation seule par une dîme proportionnelle combinée avec une sage réforme de la taille.

Il avait même, d'accord avec Chamillart, et alors qu'il était Directeur des Finances, autorisé l'essai des réformes proposées par Boisguilbert, dans le ressort de Chartres où son beau-père Bouville était intendant, (1705) (4).

Mais le plus souvent, il n'avait vu dans les véhéments

(1) Voir page 14.

(2) Sur les relations de Boisguilbert avec le contrôle général, lire sa volumineuse correspondance avec Chamillart et Desmaretz, C. G., II, appendice, et aussi III, n° 840. Consulter aussi Boislisle, appendice 12 au tome XIV de l'édition St Simon.

(3) B N., mss. Fr. 7 758 et 16 629.

(4) Saint Simon, t. XIV, p. 342 et appendice de Boislisle, p. 591.

plaidoyers dont « le Précurseur » inondait le Contrôle Général que « galimatias embrouillés » (1). Au reste l'expérience de Chartres n'avait pas réussi (2), et n'y avait-il pas lieu de se méfier de ces trop hardis novateurs qui se traitaient eux-mêmes mutuellement « d'entêté » de « ridicule » (Boisguilbert parlant de Vauban) ou de « demi fol » d'« un peu éveillé du côté de l'entendement » (3) (riposte de Vauban), aveuglés de leurs conceptions, criant imprudemment leur soif d'équité et d'égalité devant l'impôt à des oreilles ennemies et ne recueillant enfin comme prix de leurs travaux que disgrâce et exil (4).

Soucieux de sa place, courtisan quand il le fallait, Desmaretz n'ignorait pas l'hostilité de la Cour et des Grands à l'égard d'une imposition qui toucherait à leurs privilèges. Pressentait-il déjà les échecs répétés des Frères Pâris dans leur tentative du cinquantième (1725), de Machault d'Arnouville (1751-1754) même, dans sa lutte avec le clergé et les pays d'Etats lors de l'établissement du vingtième ? (5) Mesurait-il l'incertitude d'efforts comme ceux de son successeur Noailles, et du Contrôleur Orry, plus tard, pour l'adaptation meilleure de l'impôt aux facultés du contribuable (essais de taille proportion-

(1) Apostille de Desmaretz à une des innombrables lettres de Boisguilbert. C. C. G. II, appendice p 544.

(2) Saint Simon, loc. cit.

(3) Correspondance de Boisguilbert. C. C. G., T. II appendice, et appendice de Boislie à éd. de Saint Simon, t. XIV, p. 589.

(4) En Février et en Mars 1707, le Conseil privé du Roi interdit la vente et ordonne la destruction de la " Dime Royale ", et du " Factum de la France ". Vauban meurt disgracié, et Boisguilbert est relégué et suspendu de sa Lieutenance générale de Rouen.

(5) Le vingtième était déjà proposé à Desmaretz. Un des plus prolixes donneurs d'avis, du Contrôle général, le sieur Cazier, en défendait les mérites. Mais Desmaretz croyait peu à ces " promesses magnifiques ", A. N., G. 7, 722.

nelle ou tarifée) ? (1). Avant de se décider, il prit de longues consultations, forma un comité d'experts d'ailleurs exclusivement composé d'hommes à lui : Bouville, Nointel, ses beaux-frères, Vaubourg, son frère, tous trois Conseillers d'Etat, l'intendant Bercy, son gendre, Harlay Cely maître des requêtes « son affidé », de la Croix, Prondre, Jean Orry, financiers connus ; il prépara l'opinion, et s'assura enfin du Roi avec l'appui de ses confesseurs (2).

Le 14 Octobre 1710, le nouvel impôt vit le jour : ce fut « le Dixième ».

Le dénouement avait été brusqué pour devancer les violentes polémiques qui devaient fatalement éclater.

La « sanglante affaire » fut « bâclée » (3) par une simple Déclaration Royale et non par un édit, comme il en avait d'abord été parlé.

On en connaît le détail (4) : un préambule prometteur, observait qu'il n'était pas de plus juste impôt, que d'ailleurs nos ennemis en levaient eux-mêmes de semblables, affirmait qu'après avoir assuré le paiement « des billets de monnaie, des billets des Fermiers et des Receveurs généraux, des Promesses de la Caisse des Emprunts, des billets des trésoriers de l'extraordinaire des Guerres et de toutes les assignations », la levée de ce

(1) Cours de Doctorat de M. Olivier Martin, années 1922-23. Certains intendants et non des moindres : Bâville " le roi du Languedoc " étaient d'ailleurs hostiles au projet. Cf. lettre de Bâville C. C. G., T. II n° 891.

(2) Consultation du Père Tellier relatée par Saint Simon, T. XX, p. 169.

(3) Saint Simon, t. XX, p. 163 et suiv.

(4) Voir le texte de la Déclaration Boislisle, éd. de Saint Simon, t. XX, Appendice 5, p. 455 ; imprimé du temps : A. N., A D × 699.

Dixième nous mettrait en état de pourvoir aux dépenses extraordinaires ou à la continuation de la guerre, nous engageait de payer régulièrement les rentes, gages, pensions », de diminuer la tailles et de supprimer les affaires extraordinaires. Puis l'ordonnance énumérait les biens frappés : fonds de terres, même privilégiés, même apatagistes ou engagistes, droits et biens immobiliers afferlés ou non, maisons de ville ou de campagne ; charges et offices ; rentes, pensions, gages, etc... et d'une manière générale « tous biens de quelque nature qu'ils soient qui produisent un revenu ».

On avait essayé de discriminer les diverses sources de revenus en cédules (le terme était encore inconnu) ; on avait adopté, comme système de taxation, celui de la déclaration par le contribuable, et Desmaretz avait envoyé aux intendants plusieurs modèles de déclaration correspondant à chaque cédule. Toutefois, — et on pouvait voir là les premiers signes d'une réaction contre les mercantis d'alors —, « les particuliers, gens d'affaires, commerçants et autres dont la profession est de faire valoir leur argent, n'ayant pas contribué à proportion de leurs revenus et profits pendant la présente guerre » devaient être taxés « sur pied du dixième de leurs revenus et profits » « suivant des rôles arrêtés à cet effet ». A l'égard donc des spéculateurs, Desmaretz appuyé sur le Lieutenant de Police (d'Argenson) décrétait la taxation d'office. Cette énergie fut efficace. La menace de la Bastille aidant, on récupéra de cette façon à l'estime, 20 à 30 millions en 1711, sur les plus tapageurs des nouveaux

riches (1). Comme on l'avait prévu, le Dixième excita la fureur des privilégiés. Le « Duc », Saint-Simon, s'est répandu en imprécations célèbres contre le « cyclope » « l'ogre » et le « bureau d'anthropophages » qui en avait perpétré le forfait (2). Des libelles séditieux circulaient sous le manteau, personne ne croyait au succès du Ministre, sinon quelques amis ou collaborateurs : le financier Flamand Bergeyck, Mallet, le premier commis, et Tercy. Madame de Maintenon n'ajoutait aucune foi au projet. Les nobles n'étaient pas les seuls à protester contre cette soi-disant violation du « secret des familles » contre cette lumière portée sur les « turpitudes domestiques ». L'esprit de privilège suscita de même les violentes revendications des corps collectifs : Pays d'Etat, grosses villes, corporations. Lyon, toujours farouche sur ses intérêts, s'écriait, par la bouche de son gouverneur, que c'était « exposer le commerce à une perte certaine » ce commerce dont la prospérité « dépend ordinairement d'un grand secret » (3).

Au vrai, le Dixième n'était pas toujours juste, même à l'égard de ces privilégiés qui échappaient à la Taille : « Le grand embarras, écrivait l'intendant de Montauban, sera de faire payer ce Dixième à une infinité de gentils-hommes qui ont à peine de quoi vivre ou qui ont leurs enfants au service. Il n'y en aura pas le quart qui paye volontairement » (4).

(1) C. C. G. III nos 770, 964, 988, 1393, 1720, etc. Lettres historiques de La Haye, t. XXXIX, p. 64.

(2) Saint Simon, t. 20, p. 163 et suiv.

(3) A. N., G. 7, 235. Lettre du maréchal de Villeroi, gouverneur de Lyon.

(4) C. C. G. III n° 1020.

Desmaretz se faisait peu d'illusions sur le rendement du nouvel impôt, qu'il n'avait établi qu'avec méfiance, que lui-même qualifiait de « remède extrême et violent » (1) et qu'en somme il ne mettait pas sur un autre plan que tous les autres expédients dont il était coutumier. Il n'essaya pas même au début, de poursuivre vigoureusement la levée du Dixième. Bien que l'ordonnance prescrivît la taxation au double en cas de non-déclaration et au quadruplé en cas de fausse déclaration il recommandait la circonspection aux Intendants : « A l'égard de ceux qui ne paieraient pas dans le temps prescrit, ou vous les condamnerez, ou vous laisserez passer quelques jours... je laisse le tout à votre prudence » (2). On prit des accommodements. Comme pour la capitation la pratique des rachats ou affranchissements individuels ou collectifs, des abonnements, fut rapidement générale. « L'administration se déchargea ainsi sur les corporations des inextricables difficultés de la répartition individuelle » (3). Le clergé se racheta définitivement pour 8 millions (il se rachetait en même temps, on l'a vu, pour 24 millions de la capitation). Lyon s'abonna pour 650.000 livres par an, et les Pays d'Etats obtinrent tous leur abonnement : le Languedoc pour 1.300.000 livres, la Bretagne pour 1.200.000 livres, la Bourgogne pour 884.000, la Franche-Comté pour 360.000, la Provence pour 500.000... etc., (4).

(1) *Compte Rendu au Régent.*

(2) *Circulaire aux Intendants, C. G. III.*

(3) Marion, *l'Impôt sur le Revenu en France au XVIII^e siècle*, principalement en Guyenne.

(4) *C. C. G. III, appendice p. 534 ; cf. aussi n° 1021.*

Les clameurs s'apaisèrent. Levé au petit bonheur, dans les cas où il n'y avait pas de compromis, le Dixième produisit bon an, mal an, de 20 à 25 millions (au lieu des quatre-vingts que ses théoriciens avaient prévus (1). Si imparfait qu'il fût, il eut néanmoins un retentissement considérable à l'étranger. « Les ennemis de la France, — écrit Desmaretz (2) —, ayant vu que tous les sujets se prêtaient aux besoins de l'Etat... regardèrent le Dixième comme une ressource inépuisable pour la Guerre », et ajoute-t-il, c'est un des principaux motifs qui les ont déterminés à faire la paix ; « ils s'en sont même assez expliqués pour ne laisser aucun lieu d'en douter. »

Le Dixième ne permit, à coup sûr, malgré les promesses, ni de diminuer la taille, ni de supprimer les affaires extraordinaires, ni même d'assurer le service régulier des rentes et des gages : il fallut même se résoudre à ne payer que 6 mois de rentes sur 12 et à retarder le paiement des gages des Compagnies supérieures (3).

Mais, il facilita à Desmaretz la liquidation des anciens papiers royaux qui troublaient le marché. En même temps qu'on préparait la Déclaration du Dixième, le 7 Octobre 1710, il fit annoncer pour le 1^{er} Février de l'année suivante le « décri » des billets de monnaie, billets des Fermiers et Receveurs Généraux (4). Jusqu'au 1^{er} Février 1711, la faculté était laissée au public soit d'échanger les billets aux Hôtels des Monnaies, comme

(1) Boisguilbert.

(2) Compte Rendu au Régent.

(3) id.

(4) A. N., A D IX, 79.

en 1709, contre argent comptant, à condition, bien entendu, d'apporter 5/6 en espèces ou matières, soit de les verser au Trésor Royal contre « acquisition de rentes sur la Ville au denier 20 ». Les Villes et Communautés pourraient d'autre part « les prendre pour être remis au Trésor Royal sur les fonds des Dons gratuits qu'elles doivent fournir pour le doublement de leurs octrois »(1).

En fait, le retrait des billets ne se fit point dans les délais prévus. La circulation était trop profondément viciée pour s'épurer aussi rapidement. En fait, d'une manière générale, on permit plusieurs mois encore aux contribuables d'acquitter leurs taxes en billets, dans la proportion admise depuis 1707 (les 3/4) et ce « débouchement » ne fut expressément refusé qu'en 1711 (2).

Desmaretz fut obligé pour en finir d'avoir recours à la consolidation forcée en rentes sur l'Hôtel de Ville. L'arrêt du 30 Novembre 1711 proclama à nouveau l'extinction des billets, ordonna la consolidation et y destina la tontine de 1709 (3). Encore fallut-il pour l'efficacité de l'arrêt le proroger l'année suivante (4). Toutes ces dispositions, ou d'autres analogues, furent appliqués aux « billets de subsistance donnés aux officiers des troupes », aux billets de la marine et des galères, aux assignations et « généralement aux autres papiers qui existaient alors » (5). On parvint ainsi à dégager momentanément une nota-

(1) Desmaretz, circulaire aux Intendants, C. G. III n° 985.

(2) Arrêt du 4 Août 1711 " On devra payer les taxes tout en espèces après le 1^{er} Octobre ", A. N., AD IX, 79.

(3), (4) A. N., AD IX, 79

(5) Desmaretz, Compte Rendu au Régent.

ble partie des revenus des années 1711, 1712 et 1713, et la circulation tendit à recouvrer une allure plus normale, d'autant que Desmaretz sut atténuer la spéculation sur l'argent, en ramenant le cours des anciennes espèces au niveau des nouvelles (1).

La Caisse de Régie fut l'instrument régulateur de ses opérations. Ses billets, avec ceux de la vieille caisse des Emprunts, remise tant bien que mal en activité, comme on le verra plus loin, remplacèrent les billets de monnaie et autres effets royaux disparus, et surtout servirent de débouchement aux nouvelles assignations. Un « discrédit total » (2) n'avait pas manqué de s'y attacher à la suite des dernières consolidations. Le cynisme tranquillement déployé à leur égard — promesses insidieuses, protestations officielles de loyauté et d'intégrité, suivies brusquement de cette mauvaise carte forcée qu'étaient les « contrats de rente » avait complètement rebuté le public, quelques bonnes raisons que Desmaretz ait alléguées de la dureté des temps.

Il ne pouvait pourtant absolument pas être question de renoncer au procédé, comme on avait renoncé aux billets de monnaie. L'anticipation de recette était, en effet, aussi techniquement inévitable qu'elle était pratiquement commode. Le Contrôle Général ignorait la règle de l'annalité budgétaire. Son Etat annuel des Recettes et des Dépenses n'était pas un véritable budget mais un simple aperçu général où n'entrait pas le détail des dé-

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2) id., id.

penses à assigner, et « l'Etat au vrai » n'était qu'un Etat rétrospectif de vérification. Ainsi les exercices se chevauchaient les uns les autres et les assignations des dépenses d'une année sur les recettes d'une autre année ne pouvait que paraître régulières, même en période bénéficiaire (1).

L'abus seul, donc, et non le principe était en cause.

Desmaretz fit prendre (Octobre 1710) à la Caisse de Régie ces assignations dont personne ne voulait plus, assignations sur la taille, la capitation, le dixième. En échange, « le Trésor reçut des récépissés signés Legendre, portant promesse de paiement en argent ou en quittance à sa décharge « c'est-à-dire des effets qu'il put négocier dans le public » (2).

L'année 1710, avec la création de la Caisse de Régie, l'impôt du Dixième, la suppression des billets de monnaie et autres papiers, avait marqué l'apogée de l'effort national et financier.

L'aube de la paix allait enfin se lever : « Voulez-vous la paix, Monseigneur ? » venait dire, un matin de février 1711, l'abbé Gaultier, un envoyé des Anglais au ministre Torcy.

Lady Masham succédait à Sarah Malborough dans la faveur de la Reine Anne, les Torries pacifiques renversaient les Whigs.

Un armistice fut conclu entre Anglais et Français au

(1) Sur la technique budgétaire sous l'Ancien Régime, consulter Stourm, les Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution, Paris 1885, et Germain Martin, l'Histoire du Crédit en France sous le règne de Louis XIV, op. cit.

(2) Desmaretz, Compte Rendu au Régent.

début de la campagne de 1711. On ne se battait plus qu'avec les Hollandais et les Impériaux. La rapide et d'ailleurs assez inattendue victoire de Denain mit fin de ce côté à ce que la situation présentait encore de critique (1712).

Il ne s'agissait plus, pour Desmaretz, que de durer jusqu'à la paix générale. Les armées étaient toujours en campagne, les dépenses passaient 211 millions (1), la tâche restait fort lourde. On vécut alors du plus pur expédient, en attendant la liquidation qui suivrait fatalement la paix.

En dehors des quelques 35 à 40 millions de revenus ordinaires qui n'étaient pas mangés par les charges, toujours croissantes (63 millions en 1711, 76 en 1712, 79 en 1713) (2) et qu'on était parvenu à rendre libres par la consolidation des assignations anticipées d'Octobre 1710, des 20 millions, ou un peu plus, produits par la capitation, des 25 millions obtenus du Dixième, on tira à forfait de ce dernier impôt quelques millions par les rachats dont on a parlé, on aliéna divers droits et taxes, on créa des offices, on émit par millions, une série de nouvelles rentes (Janvier, Février, Juin, Décembre 1711, Juin 1712), en tout près de 150 millions en capital, dont 20 millions pour l'extinction des billets des Receveurs Généraux (3), on emprunta aux Banquiers et aux Receveurs Généraux (9 millions 600.000 livres en Janvier 1713,

(1) Desmaretz, *Compte Rendu*

(2) Forbonnais, *op. cit.*, T. II, p. 231, 236, 246.

(3) Forbonnais, *op. cit.*, T. II, p. 234 et suiv.

14 millions en Octobre (1), on négocia plusieurs dizaines de millions de nouvelles assignations sur 1714, 1715, 1716, 1717 (36 millions en 1711, 34 en 1712, 47 en 1713), (2) l'entremise de la Caisse de Régie ayant permis d'attendre que le mauvais effet des dernières consolidations fut passé.

Sans tout enlever à l'avidité des publicains, la Caisse de Régie assumait cependant le recouvrement des plus importantes de ces affaires extraordinaires : elle finançait ainsi les rachats du Dixième, les plus considérables augmentations de gages attribuées aux officiers de finance (émission en 1713 de 15 millions de billets à 5 %, endossés des Receveurs Généraux, représentant le capital de 1.250.000 de taxations attribuées par édit d'Octobre 1713 à un certain nombre de ces officiers et les avances consenties par les Receveurs Généraux, émission en 1713 de 14 millions de billets à 5 % endossés pour avances sur l'année 1714) (3).

Enfin, insuffisamment pourvu de moyens de Trésorerie, ressentant vite les effets de ses efforts déflationnistes de 1709 et 1710, gêné malgré tout par la disparition des billets de monnaie que rien n'avait remplacé, Desmaretz eut de nouveau recours à l'ancienne Caisse des Emprunts. Malgré les fautes commises et les difficultés mal surmontées : l'inflation de 1704, les suspensions de paiement de 1704 et 1709, suivies de la réduction des intérêts à 5 % malgré le discrédit qui semblait s'y être

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2) Forbonnais, *op. cit.*, T. II, p. 231, 236, 246.

(3) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

définitivement attaché, Desmaretz jugeait la Caisse encore riche du souvenir de Colbert et capable de lui apporter encore les millions qu'il cherchait.

Il en avait raffermi l'ancien prestige d'une déclaration qui promettait le remboursement des « promesses » en deniers comptants (20 Décembre 1710), il assurait qu'il « fallait distinguer les promesses des autres papiers admis à la Tontine (de 1709) car elles procédaient d'un fonds confié aux Fermiers Généraux et à Sa Majesté » (1) A l'aide de cette habile propagande, il parvint à leur trouver de nouveaux preneurs. Les promesses furent toutefois négociées à perte moyennant de fortes remises (2) et les négociations furent « secrètes » (3). Desmaretz ne s'en est point vanté. Il n'en dit mot dans son compte-rendu au Régent. Cette inflation occulte et certainement ruineuse, se chiffra par plusieurs dizaines de millions à partir de 1712 (4). La paix fut signée le 11 Avril 1713 avec l'Angleterre et en même temps avec la Hollande, la Prusse, la Savoie et le Portugal.

Mais il fallut encore une campagne, l'heureuse campagne de 1713 du maréchal de Villars en Allemagne pour déterminer l'Empereur à traiter. Ce n'est qu'en mars 1714 que le Prince Eugène signa avec Villars les préliminaires de Rastadt.

On ne pouvait encore licencier les troupes ; l'extraordinaire des guerres dévorait toujours les millions. La paix

(1) Lettre aux Notaires du Châtelet, C. G. III, n° 1204.

(2) Les opérations du " Visa " de 1715 révélèrent que les remises avaient atteint 80 %.

(3), (4) Forbonnais, II, p. 243 et 264.

générale se faisait cruellement attendre. On continua « sans aucun fonds présent et par industrie » (1) de pourvoir aux dépenses. « On accepta différentes propositions des banquiers et agents de change qui firent des avances partie en argent et partie en assignations tirées depuis la déclaration du 7 Octobre 1710 » (2). Le banquier De Meuves prêta six millions qui lui furent payés en billets de la Caisse Legendre (3).

On multiplia les Promesses de la Caisse des Emprunts (32 millions pour 1714) (4) on força à outrance le système des assignations anticipées, engageant les revenus des années futures jusqu'en 1722 pour un total de 72 millions, (5) chiffre encore jamais atteint, on mit à nouvelle contribution la Caisse de Régie pour le remboursement des assignations échues : elle émit à cet effet plusieurs millions de billets « non endossés, payables soit en argent, à diverses échéances, soit en promesses des gabelles et en rente viagère au denier douze » (6).

En 1710, on l'a vu, c'était au Trésor directement que la Caisse avait donné ses billets ; maintenant c'était au public : mais, pareillement dans les deux cas, la Caisse substituait ses billets aux assignations, pareillement elle en dégageait le marché.

A force d'habileté et en augmentant le taux de l'intérêt (du denier 20 au denier 16 et au denier 12, de 5 à 8 %) en rapprochant aussi les délais de remboursement

(1), (2), (3) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(4) Forbonnais, *loc. cit.*

(5) *id.* p. 267.

(6) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(dix-sept, treize années) bref, à des conditions de plus en plus onéreuses on émit encore des rentes (1). Malgré la demi-suspension du paiement des arrérages depuis 1710 — on devait quatre semestres à la fin de 1713 (2) — il se trouva encore des acquéreurs tant l'amour des rentes était déjà enraciné au cœur du bourgeois français.

D'une série d'émissions de juillet, décembre 1713, mars, mai, août 1714, Desmaretz tira encore une cinquantaine de millions (3).

Avec de pareils procédés, il est clair que la banqueroute, au moins partielle, devenait inévitable. Le tout était de choisir le moment, de la faire passer en plusieurs échelons, de la déguiser sous des modalités atténuantes.

Desmaretz eut la sagesse de ne pas attendre que l'excuse de l'état de guerre lui fût ôtée, pour entreprendre par une déclaration d'Octobre 1713 la conversion forcée des rentes et la réduction du capital de la Dette qu'elles représentaient. Il rappelait que les revenus des fermes se trouvaient tellement diminués par suite des mauvaises récoltes qu'on ne pouvait pas payer plus de la moitié des arrérages, que cette situation mettait les propriétaires des rentes dans un état qui « devenait plus fâcheux ». Le Roi, en son conseil, disait-il, a « jugé plus convenable de diminuer le cours des arrérages et d'en rétablir le paiement dans le même ordre qui avait été observé avant 1709 ». (4).

(1) Forbonnais, p. 265 et 266.

(2) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(3) Cf. Forbonnais, *op. cit.*, T. II, p. 245, 265 et 6.

(4) Forbonnais, T. II, p. 249 et suiv.

L'ordonnance réduisait toutes les rentes existantes sans distinction au denier 25. Mais pour ce qui était de la réduction de capital, elle distinguait entre les rentes « non vendues depuis 1702 » dont le capital n'était pas réduit et intégralement converti, et les rentes « vendues depuis 1702 ». Pour celles-ci, « dont le prix avait été souvent au-dessous du tiers des sommes principales portées par les contrats de constitution » « le capital était liquidé aux trois quarts et même aux trois cinquièmes (rentes perpétuelles créées de 1706 à 1712), et même à la moitié seulement, quand il s'agissait de rentes acquises avec des papiers de crédit « sur lesquels il était notoire que les acquéreurs avaient fait des produits excessifs. » Les arrérages qui étaient dûs étaient capitalisés et subissaient les mêmes réductions (1).

L'économie réalisée était considérable : 135 millions de Dette se trouvaient éteints et la charge annuelle du service des arrérages diminuait de 14 millions. (2)

La plupart des acquéreurs de rentes, comme l'observait le préambule de l'ordonnance, n'étaient point les souscripteurs, originaires et, spéculateurs adroits, n'avaient pas déboursé, il s'en fallait de beaucoup, le montant de la valeur nominale de leurs titres. Quant à ceux qui avaient acheté leurs contrats en papiers de crédit, à coup sûr, ils réalisaient encore un bénéfice. De sorte que l'opération, banqueroute théoriquement, apparaissait en réalité pleinement justifiée et fort modérée.

Néanmoins l'exécution n'alla pas sans un « grand mur-

(1), (2) Vührer, loc. cit.

mure » (1) et c'est avec difficulté malgré l'intérêt élevé 8 % offert et la très courte période de remboursement que Desmaretz trouva en 1714 le placement des dernières rentes dont il a été parlé plus haut.

En même temps que cette vigoureuse opération, première-étape d'un redressement financier dont l'urgence se faisait sentir, Desmaretz prenait d'autres mesures « dans la vue de rétablir les finances après la paix ». On cessa d'aliéner les domaines ; la liberté du commerce fut rétablie avec l'Angleterre et la Hollande, et « les vaisseaux de cette nation furent déchargés du droit de frêt », — 50 sols par tonneau —. On supprima un certain nombre d'offices, ou d'augmentations de gages attribuées pendant les années précédentes à divers officiers ; afin de libérer le commerce des droits et doublements de droits que représentaient ces augmentations de gages (suppression du doublement des droits attribués aux inspecteurs de boucheries et qui montaient à 3 livres par bœuf, suppression du doublement des droits, 20 sols par muid, attribués aux inspecteurs des boissons, suppression du doublement des péages). Pour rembourser les officiers du montant de leur « finance » ou de leur augmentation de « finance » on fit des fermes des premiers droits établis avant le doublement et on leur en réserva le produit annuel. On diminua la gabelle (3 livres dans les greniers de France et de Lyonnais, 40 sols dans ceux de Province et de Dauphiné). On racheta la ferme du contrôle des actes des notaires qui avait été aliénée en 1710.

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

On en fit un bail de 3 millions et on remboursa les précédents adjudicataires partie en annuités sur le produit annuel, partie en rentes sur la nouvelle ferme (1).

Ces saines dispositions contrastaient singulièrement avec les moyens de fortune dont Desmaretz s'efforçait de soutenir sa Trésorerie en détresse. Et ce sang-froid à opérer des réformes progressives et limitées ne laisse pas de surprendre un peu à un moment où, après avoir épuisé tout ce que le papier fiduciaire existant pouvait encore offrir de ressource, il restait à payer plus de la moitié des dépenses ordonnancées de l'année, 116 millions sur 213 (2), sans qu'on soupçonnât même au moyen de quels crédits elles seraient un jour acquittées.

Desmaretz, imperturbable, pensait que les créanciers de l'Etat sauraient attendre, et préparait la reprise du commerce et le dégagement des revenus royaux.

Ainsi parvint-il jusqu'à la paix générale (fin de 1714).

Alors il soumet au Roi ses projets de restauration financière (3). Le Roi, malgré son grand âge, et plus de cinquante années de règne, n'a pas cessé de toute la guerre de travailler avec lui et de présider deux fois par semaine aux délibérations du Conseil des Finances. Il connaît la situation. Desmaretz lui parle avec franchise.

Il retrace à grands traits les diverses étapes de la déconfiture financière, depuis la mort de Colbert. Il rappelle en particulier ses propres efforts depuis qu'il est

(1) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

(2) *id.*

(3) *Lettres et Compte Rendu au Roi*, commencement de 1715, C. G., appendice.

Contrôleur Général. Et il compare les chiffres. Les revenus ordinaires (non compris la capitation et le Dixième, qui sont toujours considérés comme des subsides extraordinaires) ont diminué de plusieurs millions. Ils atteignent difficilement 109 millions contre 117 en 1683. Les charges ont presque quadruplé, passant de 23 à 84 millions et demi. Il ne reste pas 25 millions de revenus libres (Et, remarquons ici, que tout est absorbé par les assignations anticipées).

Comment acquittera-t-on les Dettes ? Et problème plus urgent, comment trouvera-t-on les « fonds nécessaires pour la dépense de l'Etat » sans en contracter de nouvelles ?

Vaut-il mieux continuer la levée du Dixième et de la Capitation, ou seulement celle de la capitation en la doublant, ou encore établir un « subside de paix » ? mais maintenir le Dixième et la capitation, ce serait manquer à la parole formellement donnée qu'on les supprimerait à la paix ; doubler la capitation ce serait, avec le même inconvénient, remédier insuffisamment à la situation, la capitation étant elle-même d'un produit peu élevé, une vingtaine de millions, inférieur au produit du Dixième ; quant au subside de paix, il serait sans doute un moyen excellent, puisqu'il permettrait au Roi de tenir sa parole, mais donnerait-il les cinquante millions que Desmaretz estime — avec modération — strictement nécessaires ? Desmaretz ne le pense pas. Il sait que sous son nouveau nom, le « subside de la paix » ne serait qu'un autre Dixième, et il a appris la difficulté d'obtenir

vingt-cinq millions d'un impôt dont on en attendait quatre-vingt.

Reste un quatrième moyen ; répartir les Dettes du Roi entre les différentes grandes collectivités : Pays d'Etats, généralités, villes, clergé. Ainsi on déchargerait le Trésor d'une tâche écrasante. Desmaretz préconise ce dernier moyen « juste » et « naturel » dit-il. Vaste novation de Dette par changement de débiteur, c'eût été pourtant l'aveu d'impuissance du Pouvoir Central et peut-être un dangereux surcroît d'indépendance accordé à des groupements généralement parlementaires, jaloux de retrouver leurs anciennes prérogatives perdues depuis Richelieu. Desmaretz ne semble pas mesurer ce péril. Il ne voit qu'une chose : l'allègement du Trésor, allègement aussi du Contrôleur Général.

D'ailleurs, il ne saurait être question de construire en Utopie, de vouloir supprimer d'un coup les quatre-vingt-quatre millions qui grèvent annuellement les revenus royaux. Desmaretz ne songe qu'à rétablir les finances dans l'état où elles se trouvaient à la mort de Colbert, en 1683. C'est pour ce neveu fidèle, le modèle et le but qu'il faut se proposer.

La répartition projetée de la Dette ne porterait donc que sur une soixantaine de millions. On ne pourra descendre à un plus bas chiffre ; on ne pourra faire jouer cette sorte de droit de reprise royal sur les rapines de la Maltôte dont les Chambres de justice avaient montré à la fin des guerres précédentes toute la réconfortante puissance ; car, affirme Desmaretz, qui ne veut point

désavouer les marchés qu'il a signés, les dettes, « plus considérables » sont aussi plus « légitimement dûes ».

La restauration des finances sera une œuvre de très longue haleine. Desmaretz ne le dissimule pas. Pour rétablir « l'ordre » et la « proportion » en la matière il faudra au moins vingt ans, ose-t-il écrire au vieux Roi.

Cependant, la maison brûle. « Il manque au moins soixante millions » pour les dépenses immédiates (mars 1715) Desmaretz compte sur la caisse de crédit, qui « subsiste toujours », qui a déjà fourni 400 millions, qui pourra bien encore en fournir quelques autres. Elle donnera « le temps de réfléchir » espère-t-il. C'est son dernier atout. « Le plus important et le plus pressé... est de faire entrer des fonds dans la Caisse... Il est inutile d'en représenter les conséquences et que c'est l'unique moyen de rétablir la confiance et le crédit ». Les fonds nécessaires, Desmaretz espérait les tirer de la création de nouvelles charges, notamment de charges de « Secrétaire du Roi », à vendre dix millions ; mais son espérance fut déçue. La paix signée, le ressort que donnait au pays le sentiment du péril avait disparu. Desmaretz ne pouvait plus justifier ses expédients en invoquant le salut du royaume. Il ne trouva plus auprès du public l'appui dont sa politique avait besoin. Malgré ses efforts, il ne put faire entrer à la Caisse de Régie assez de fonds pour en acquitter les billets non endossés (c'est-à-dire les billets qui n'étaient pas garantis par les recettes générales). Il ne put que payer « les gardes du corps et les autres troupes » « qui étaient encore sous les armes » le comptant du

Roi et quelques autres dépenses pressées et privilégiées » (1).

Lorsqu'il fallut en Mars et Avril 1715 trouver les fonds nécessaires pour les « dépenses extraordinaires » de raison diplomatique : subside ordinaire de l'électeur de Bavière, 2.600.000 livres, de la ville de Cologne, 200.000 livres, subsides extraordinaires de l'électeur de Bavière, 2.000.000 livres, subside de Suède, 900.000 livres ; lorsqu'il fallut pourvoir à ces 5.700.000 livres, ce fut encore la Caisse de Régie qu'on mit à contribution (2). Elle n'y survécut pas. Plus de cinq années d'efforts incessants et multiples en avait usé les ressources. « Toute l'économie et « tous les ménagements » « tout le soin » que Desmaretz avait apporté à cette œuvre habile, furent impuissants à en rétablir le crédit. Sans être dissoute, la Caisse ne fut plus désormais d'aucun service.

Au surplus, le temps manqua à Desmaretz pour en tenter le renflouement.

Après une courte maladie, Louis XIV mourut (1^{er} Septembre 1715). Le testament royal maintenait Desmaretz en fonctions, ainsi d'ailleurs que tous les autres ministres... On sait comment le Testament fut cassé avec l'aide du Parlement.

Conseillé par le duc de Noailles, qui brigua la place, et par Saint Simon, le Duc d'Orléans renvoya Desmaretz.

L'intrigue était nouée depuis plusieurs mois. Desmaretz n'avait point su ménager assez le terrible amour-propre

(1), (2) Desmaretz, *Compte Rendu au Régent*.

de Saint Simon, lui multiplier les témoignages d'une reconnaissance que l'irascible Duc n'eût jamais trouvé excessive pour l'appui qu'il lui avait donné au moment de son retour en grâce. Et Noailles, initié aux questions financières dans les bureaux et sous la bienveillante protection du Contrôleur Général, ne songea à mettre à profit les enseignements de son maître que pour le supplanter (1).

Desmaretz supporta mal ce coup inattendu. Avec des amitiés comme celle de Madame de Maintenon et du Maréchal de Villeroy (2) il s'était cru invulnérable. C'est alors qu'il adressa au Régent, pour se justifier, son fameux compte-rendu. « Les dépenses faites et ordonnées par le feu Roi pendant sept années » conclut-il, ont monté à plus de 1:500 millions, soit près de 220 millions, année commune, c'est-à-dire à un chiffre plus élevé qu'auparavant et cela à cause surtout des rigueurs de l'hiver de 1709 et des calamités qui ont suivi. Les revenus ordinaires de la Capitation et le Dixième n'ont produit, net, que 75 millions par an. Il manquait donc tous les ans près de 150 millions, soit plus d'un milliard du 1^{er} Janvier 1708 au 31 Décembre 1714. « Tous les expédients d'avances, d'assignations anticipées sur les années à venir, les bénéfices de la refonte des monnaies, le rachat de la capitation et du dixième du clergé, le rachat d'autres dixièmes, l'affranchissement des capitations de diverses compagnies et de plusieurs parti-

(1) Saint Simon, add. au Journal de Dengeau T. XVI, p. 34.

(2) Du marquis d'Effiat, aussi.

culiers, les aliénations, les constitutions de rentes, les traités et autres expédients de finances « n'ont pu produire que près de 700 millions ». Et Desmaretz reconnaît qu'à la fin de 1714, il restait dû plus de 300 millions. Mais, plaide-t-il en substance, faut-il en faire grief au Contrôleur Général ? Même si on ajoute à ces trois cent et quelques millions d'ordonnances sur le Trésor et d'assignations 150 millions de promesses de la Caisse des Emprunts et 32 millions de billets de la Caisse Legendre, encore en circulation, on n'atteint pas 500 millions, on ne dépasse que de bien peu, de 9 millions à peine, le montant de la Dette Flottante au début de 1708.

N'est-ce pas là, au contraire, après « sept campagnes remplies de mauvais événements » un glorieux résultat ?

Et « bien loin de blâmer quelques moyens que la force, la nécessité ont obligé de mettre en usage, ne doit-on pas louer des ministres qui, dans des temps si malheureux et dans un état si chancelant ont eu assez de courage pour n'être pas effrayés et pour continuer des efforts vifs et redoublés, qui ont enfin produit cette paix aussi nécessaire que désirée ? »

Cette vigoureuse défense ne modifia pas la décision du Régent. La singulière organisation des « Conseils » s'était substituée à toutes les anciennes Secrétaireries d'Etat, et le Conseil des Finances, habilement composé d'ailleurs par Noailles d'hommes anciens et capables — de la Houssaye, d'Ormesson, Gilbert des Voisins, Rouillé du Coudray, Dodun — débordait d'activité. Mais Desmaretz

réussit à étouffer les accusations de prévarications, que Noailles acharné à sa perte essayait de fomenter contre lui. Et le Régent lui accorda une gratification de 350.000 livres — gros cadeau pour un Prince si besogneux. Desmaretz se retira dans ses terres à Maillebois (1).

Noailles, outre des réformes importantes dans l'administration, comme celle de l'établissement de la comptabilité en partie double, — entreprit immédiatement la conversion de la Dette Flottante... « la vérification et liquidation des papiers royaux » « convenable car le décri les a rendu inutiles » « et conseillée par les marchands et les conseils de commerce » et la conversion de la Dette à long terme, c'est-à-dire la réduction des Rentes.

On chargea les quatre frères Pâris, quatre munitionnaires enrichis dans la fourniture des vivres et futurs adversaires de Law, futurs champions de l'« Antisystème — de la conversion de la Dette Flottante. Ce fut l'opération dite du « Visa » (édit du 7 Décembre 1715). On distingua quatre classes de billets (2) :

1^o les billets représentant des avances en prêts pour la subsistance des armées, ou consentis par des communautés ou remis au public pour indemnités légitimes (en dédommagement, par exemple, de pertes ou de pillages). Ces billets n'étaient réduits que d'un cinquième.

2^o les billets appartenant aux personnes qui s'étaient ménagé quelque avantage dans la différence des billets

(1) Saint Simon, éd. Chéruel, T. VIII, p. 232.

(2) Vührer, *loc. cit.*

à l'argent comptant : la réduction était de deux cinquièmes.

3^o les effets « dont les propriétaires s'étaient encore plus prévalu des besoins de l'Etat et de la différence des temps ». La réduction montait aux trois cinquièmes.

4^o Enfin les billets « qui avaient passé par différentes mains et qui avaient été négociés à toutes sortes de prix ». Les quatre cinquièmes de leur valeur étaient retranchés au profit de l'Etat.

Il va sans dire que ces distinctions justes dans leur principe, étaient arbitraires dans leur application. Car en fait, était-il facile de discerner les spéculateurs sans vergogne de la dernière catégorie, d'avec les simples profiteurs de guerre des deux précédentes ?

Tous ces billets furent échangés suivant le quantum prévu contre des « billets d'Etat » portant 4 % d'intérêt et semestriels. Il en fut émis pour 250 millions.

On ne se contenta pas d'ailleurs, à l'égard des spéculateurs, de ces réductions. Un édit de Mars 1716 dénonça « cette espèce de gens auparavant inconnus » et institua une chambre de justice pour les poursuivre. On récupéra, de cette façon, une centaine de millions.

La conversion de la Dette à long terme, la réduction des rentes, avait été, on l'a vu, en grande partie réalisée par Desmaretz en Octobre 1713. Un édit de Décembre 1715 l'acheva, en réduisant au denier 25 toutes les rentes constituées depuis 1712 et en déclarant remboursables aux trois cinquièmes, une grande quantité d'autres rentes

constituées depuis 1702 au profit de porteurs d'effets royaux.

Desmaretz vit ainsi liquider les dettes qu'il avait contractées. Il vit encore l'ascension de Law, le succès de sa Banque ; peut-être regretta-t-il un instant cette gloire que lui aussi sans doute, aurait trouvée s'il avait accepté les propositions qu'on lui avait soumises en 1708 et 1709, cette gloire que Law même lui offrit de partager en 1714 (1) ; mais cette amertume lui dût être courte : il vit la chute de Noailles, il se réconcilia avec Saint Simon (2), tombé lui aussi dans un demi abandon, il assista à la débâcle du « Système » ; il connut la disgrâce de Law.

Enfin, il mourut (4 Mai 1721). (3)

(1) C. C. G. III, p. 695, Lettre de Law.

(2) Saint Simon, éd. Chéruel, T. VIII, p. 324.

(3) Il avait 73 ans.

CONCLUSION

Desmaretz n'a point laissé un grand nom à la postérité.

D'autres ministres de la monarchie finissante, appelés aux affaires dans des circonstances financières pareillement troublées, reçoivent encore de nos jours quelque soit d'ailleurs le sens des jugements portés sur eux, l'hommage de la notoriété publique.

Turgot, Necker, qui luttèrent contre la banqueroute léguée à ses peuples par le triste Louis XV, sont illustres.

Furent-ils donc plus heureux que le dernier ministre du Grand Roi ?

En aucune façon, on le sait. Héros malchanceux d'une lutte impossible avec des traditions invétérées de désordre et de déficit, ils virent leurs tentatives de réformes ou de redressement étouffées par l'hydre du Privilège. Trahis par les intrigues de Cour, ils participèrent au surplus de cette instabilité funeste qui, en deux règnes, fit du Contrôle Général le tombeau de vingt ministres : Ils furent renvoyés avant d'avoir pu justifier leur réputation.

Mais leur réputation n'avait pas besoin de la sanction des faits. Leur puissante personnalité d'hommes d'Etat s'avéra victorieuse malgré la chute. Turgot échoua, mais il est resté l'économiste clairvoyant, l'audacieux adversaire un instant triomphant des corporations et du régime protectionniste du commerce des grains, l'homme d'honneur enfin, qui préféra la disgrâce à l'abandon des principes. Necker échoua, mais il est resté le banquier fameux qui soutint un instant de ses seules épaules l'écroulement du crédit public, l'homme de la Politique financière à portes ouvertes, le prestigieux auteur du *Compte Rendu*.

On chercherait en vain chez Desmaretz de ces vastes projets, de ces gestes éclatants qui, en dépit d'une fortune parfois contraire, fixent à jamais au cœur des générations l'étonnement des premiers jours.

Nous l'avons vu aux prises avec les difficultés incessantes, classiques ou imprévues, d'une gestion financière obérée.

Sa politique ne cesse jamais d'être exclusivement opportuniste, et d'un opportunisme circonspect.

S'agit-il de l'impôt ? Rentré en grâce, il n'apporte pas à Chamillart en même temps que sa haute collaboration, un programme de réformes que les loisirs de l'exil et la contemplation du Déficit eussent pu lui suggérer. Il n'essaie pas de réajuster les recettes aux dépenses. Hostile, on se le rappelle, à la capitation lors de sa création en 1695, il ne tente pas de lui conserver le caractère universel et progressif du début. Peine perdue,

pense-t-il. On se contentera d'en tirer bon an, mal an, par forfait ou autrement, une vingtaine de millions.

Il ne croit point aux nouveautés. Il redoute l'animosité des Grands, et il connaît la force des anciens préjugés. S'il se décide à la levée du Dixième, ce n'est que tard à bout de ressources, avec une appréhension évidente. Et à peine l'impôt est-il créé, qu'il en laisse immédiatement sacrifier le principe, qu'il en fait une sorte d'emprunt forcé, d'« expédient », déclare-t-il lui-même. Point de cette opiniâtreté farouche à vaincre le privilège qui fut plus tard l'honneur du Ministre Machault d'Arnouville dans sa lutte avec le clergé et les pays d'Etats pour l'établissement du vingtième. Point de cette hauteur de vues qu'eût peut-être réussi à imposer la volonté de Colbert.

S'agit-il de l'emprunt au contraire ? De la politique de crédit ? Desmaretz ne s'aventure pas en expériences inconnues. Il tirerait s'il pouvait tous les millions qui lui manquent des avances des gens d'affaires et de la bonne volonté des souscripteurs aux rentes. Ce sont là les vieux procédés, et sa virtuosité est indéniable. Mais veut-on mener le grand jeu du papier monnaie ? Il écarte cette gloire, et ce risque : il n'est plus que prudence. S'il essaie d'acclimater les billets de monnaie, parce qu'ils se révèlent au début comme un moyen possible de différer le paiement des dettes, il ne procède que par tâtonnements empiriques, sans jamais sacrifier le moindre sol au soutien de cette politique, sans jamais apporter à la confiance publique d'autre garantie que

des promesses sans exécution. Ainsi l'échec des billets de monnaie est-il localisé : ils n'engloutissent pas avec eux les revenus de l'Etat. C'est la même prudence qui détermine Desmaretz à écarter finalement les projets de Banque.

Une telle politique, sans doute, ne force point l'admiration. Que n'eût pas osé un Law, dans les mêmes circonstances ?

Le but, cependant ne fut-il pas atteint ? Le pays engagé dans une guerre sans merci où se jouait son indépendance, il fallait tenir à tout prix jusqu'à ce que le sort cessât enfin de nous être constamment contraire et nous assurât une paix honorable.

Desmaretz remplit victorieusement cette mission. Par un labeur acharné, avec une tenacité incroyable que ne domptait même pas la souffrance physique — en proie à de violentes crises de goutte, il se faisait porter au Conseil des Finances — il parvint à réunir chaque année les centaines de millions nécessaires à la formation et au ravitaillement de nouvelles armées ; il mit sur pied l'armée de Denain, et celle que Villars vainqueur mena en Allemagne l'année suivante.

Il ne faut pas lui faire grief de n'avoir pas su ou de n'avoir pas voulu montrer à Louis XIV les routes de l'avenir. Tel ne peut être en effet l'objet de finances de guerre, et Desmaretz ne connut la paix qu'avec la disgrâce. Il n'a pas marqué son œuvre du sceau génial ; mais le génie eût pu être funeste à des finances de guerre. Plus que tout autre, plus que de célèbres maré-

chaux, Desmaretz fut l'artisan d'une paix inespérée :
Il sauva le Roi d'une fin désastreuse, et son administration fidèle permit au Grand Siècle tout l'éclat de la légende future.

FIN

VU ET APPROUVÉ, Paris, le 9 Avril 1927.

Le Président de la Thèse,

OLIVIER MARTIN,

VU :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

I. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Archives Nationales : Papiers du Contrôle Général G 7, 699 à 722 ; 1620 à 1622. AD. IX. 79. O. 1, 22.
- Bibliothèque Nationale : Manuscrits Fonds Français.
- A.. de Boislisle : Correspondance des Contrôleurs Généraux avec les Intendants des provinces, T. I, II, III, in 4° 1874/97.
- Bailly : Histoire financière de la France. Paris 1830. 2 vol. in 8°.
- Bresson : Histoire financière de la France. Paris 1829. 2 vol.
- Dangeau : Journal de la Cour. Paris 1854/60. 19 vol. in 12°.
- Déon de Beaumont : Essai historique sur les différentes situations de la France par rapport aux finances, sous le règne de Louis XIV et la régence du duc d'Orléans. Amsterdam 1753 in 12°.
- Dutot : Réflexions politiques sur le commerce et les Finances. Collection des Economistes. La Haye 1738. 2 vol. in 12°.
- Encyclopédie méthodique, Finances. 3 vol. in 4°.
- Forbonnais : Recherches et considérations sur les finances de la France depuis 1595 jusqu'à 1721. Bâle 1758. 2 vol.
- Germain Martin : L'Histoire du Crédit en France sous le régime de Louis XIV. Paris 1913. in 8°.

- Isambert : Recueil Général des anciennes lois françaises, de 420 à 1789. Paris 1823/29. 29 vol. in 8°.
- Mallet : Comptes-rendus de l'administration du Royaume sous Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. Paris 1789.
- Marion : Histoire financière de la France depuis 1715. Paris 1914, in 8°.
- Montyon : Particularités et observations sur les Ministres des Finances de France les plus célèbres depuis 1660 jusqu'en 1791. Paris 1812, in fol.
- Saint Simon : Mémoires, éd. de Boislisle (collection des grands écrivains de la France, 34 vol. parus in 8°) et éd. Chéruel, 13 volumes.
- Sourches (marquis des) : Mémoires secrets et inédits de la Cour de France sur la fin du règne de Louis XIV. Paris 1836, 2 vol. in 8°.
- Stourm : Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution. Paris 1885, 2 vol.
- Vührer : Histoire de la Dette Publique en France. Paris 1889, 2 vol.
- Vuitry : Le désordre des finances et les excès de la spéculation à la fin du règne de Louis XIV et au commencement du règne de Louis XV. Paris, 1885, in 12°.

TABLE

Introduction	5
------------------------	---

CHAPITRE I

Nicolas Desmaretz — Premières armes — Affaire des pièces de quatre sols — Exil — Collaboration officieuse aux affaires — Retour en grâce	9
--	---

CHAPITRE II

Desmaretz à la Direction des Finances — Politique nouvelle du papier fiduciaire — Les billets de monnaie. . . .	27
---	----

CHAPITRE III

Desmaretz au Contrôle général — Abandon des billets de monnaie — Projets de banque — Caisse de Régie — Affaires extraordinaires	53
---	----

CHAPITRE IV

Derniers efforts après l'échec des pourparlers de paix de Gertruydenberg — Dixième — Emprunts et conversions — Fin de la guerre — Projets de redressement financier — Mort de Louis XIV — Chute de Desmaretz — Liquidation de la Dette.	89
Conclusion	117
Bibliographie.	123

IMPRIMERIE RAPIDE DU CENTRE. ISSOUDUN (Tél. 32).
